

(A)

(N° 314.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 AOÛT 1919.

Budget des Recettes et des Dépenses du Congo belge pour l'exercice 1919 (1).

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LE PAIGE.

MESSIEURS,

C'est la première fois depuis cinq ans que la Chambre est appelée à voter le Budget des Recettes et des Dépenses du Congo belge.

Dans l'entretemps la Colonie a traversé comme la Belgique les rudes épreuves de la guerre, comme la mère-patrie elle en est sortie avec gloire et victorieuse.

Notre armée coloniale a non seulement protégé les frontières du Congo belge et défendu celles de la Rhodésie anglaise, contre les incursions de l'ennemi; par de nombreux et durs combats elle a porté son drapeau loin dans les possessions allemandes au Cameroun et en Afrique Orientale jusqu'à l'Océan Indien. Elle avait à lutter contre un adversaire formé à une sévère discipline, commandé par des officiers expérimentés et braves, qui lui était supérieur par l'armement et souvent par le nombre. Après la guerre arabe, qui mit définitivement fin à la traite des esclaves dans le Bassin du Congo, après la défaite des Mahdistes, qui le sauva du péril d'une invasion musulmane, elle inscrivait aux Annales de l'Afrique belge de nouvelles pages de gloire.

Nous avons entendu, quelquefois dans le pays des hommes peu portés aux choses nouvelles, souvent d'autres, à l'étranger, suspects ceux-ci de convoitise, redouter que le magnifique héritage laissé par Léopold II à la Belgique, ne fût pour elle d'un poids trop lourd, et hors de proportion avec sa puissance économique; et voici qu'au sortir d'une guerre, qui dans les desseins de

1) Budget n° 34.

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Le Paige, Thienpont, Briart, Ernest, Berloz, Hanssens.

l'ennemi devait l'anéantir, il se trouve affermi dans ses mains et plus prospère que devant.

C'en est un devoir de dire notre admiration et de témoigner notre reconnaissance au général Tombeur et à tous les vaillants officiers qui ont conduit l'armée à la victoire et à ces nombreux volontaires, soldats de nos batailles d'Europe, accourus en Afrique pour y servir encore la Patrie et chercher une gloire nouvelle. Honneur aussi à ces soldats noirs fidèles et dévoués, d'une endurance à l'épreuve, dignes de leurs chefs par leur bravoure et qui firent montre de vraies vertus militaires.

N'oublions non plus dans ces éloges, l'administration de la Colonie même. Elle suffit à la tâche énorme, de réorganiser la Force publique en troupes de marche avec leurs réserves indispensables, de créer les multiples services de campagne, de transporter sur un front lointain les approvisionnements de vivres, de munitions et un outillage de guerre considérable, d'amener au lac Tanganyka tout le matériel nécessaire pour y construire un nouveau port, d'y monter et équiper une flotille et des hydroavions, qui bientôt en conquièrent la maîtrise.

Tous nos hommages enfin sont dus au Ministre des Colonies, l'honorable M. Renkin. Grâce à son énergie et à son activité inlassable, rien des ressources qu'il fallait pour gagner la guerre en Afrique ne fit défaut. Nous ne lui rendons que justice en disant, qu'à lui revient une très large part dans nos victoires.

BUDGET.

Le projet de Budget du Congo belge présenté par l'honorable M. Renkin pour l'exercice 1919, fut pour la Chambre une grande et agréable surprise.

La plupart d'entre nous étaient encore sous l'impression inquiète que nous avait laissé le mali considérable prévu pour l'exercice 1914, malgré la confiance communicative avec laquelle le Gouvernement nous avait annoncé l'approche d'années plus prospères.

Le Budget pour 1914 soldait par un mali de 21 1/2 millions, les recettes n'étant évaluées qu'aux trois cinquièmes des dépenses ordinaires. Les prévisions pour 1919 escomptent une recette légèrement supérieure à la dépense, l'équilibre budgétaire.

Nous examinons plus loin ces prévisions. Mais avant de le faire, nous croyons devoir parler de la forme toute nouvelle où elles sont présentées,

FORME DU BUDGET.

La forme du Budget de 1914 fut maintenue pour les Budgets de 1916 et de 1917. (En 1915 le Gouvernement se borna à renouveler les crédits et les évaluations de l'année précédente.)

Mais en 1918, les rubriques budgétaires subirent un remaniement profond, auquel il n'a été apporté que des amendements secondaires dans le Budget pour 1919.

Comme le Budget antérieur n'a pas été distribué à la Chambre, la Section

centrale ne croit pas inutile de reproduire le passage suivant de l'Exposé des motifs qui accompagnait ce document :

« La réorganisation administrative arrêtée à la veille de la guerre et » réalisée au cours de celle-ci a amené le Gouvernement à préciser les » fonctions dévolues aux différentes catégories de fonctionnaires.

» Aujourd'hui les campagnes dans l'Est-Africain menées à bonne fin, » il se trouve sur le point de compléter les cadres spéciaux pour chacun des » services.

» L'importance et le coût de ceux-ci ont grandi et continueront sans doute » à grandir avec l'essor général de la Colonie. Il paraît opportun, dès à pré- » sent, de grouper et de dégager au Budget, les dépenses imputables à » chacun d'eux. A chaque département, à chaque rouage de l'Administration, » seront ainsi réservés des crédits distincts.

» Malgré les objections de la doctrine classique, la forme des Budgets » annexés a été adoptée pour certains services.

» Il s'agit des services spéciaux dont il importe de déterminer non seule- » ment le coût mais encore le rendement effectif et dont le personnel peut » par son activité et par sa capacité technique, influencer plus efficacement » la productivité. Dans ces Budgets annexes, les recettes sont placées en » regard des dépenses. Le solde est porté soit au Budget des voies et moyens, » à titre de produit net du service, soit au Budget des dépenses ordinaires, » à titre de subvention du Trésor colonial, suivant la balance favorable ou » défavorable du Budget-annexe.

» La mesure où chacun participe aux charges et aux revenus de la » colonie, se trouve ainsi mise en lumière; les préposés aux différents services » et leur personnel pourront et devront se rendre compte de leurs responsa- » bilités. De ce fait on peut espérer une émulation plus grande à ménager » la dépense et à accroître la recette.

» Il est permis de prévoir aussi que la spécialisation budgétaire des ser- » vices accentuant la solidarité des agents qui y sont affectés, créera un » particularisme fécond et que la décentralisation territoriale sera heu- » reusement complétée par la spécialisation des services. Celle-ci réalise » donc une étape nouvelle dans la voie de la décentralisation que le Gou- » vernement est résolu à faire conformément aux vues du Roi et des Cham- » bres législatives.

» Dans l'avenir peut-être sera-t-il jugé expédiant de doter de la per- » sonnalité civile, les Provinces et certains services.

» Parmi les éléments du coût d'un service, il y a lieu de comprendre » l'entretien des constructions et du matériel qui lui sont affectés, ainsi que » charges financières (intérêts et amortissements) relatives à cet avoir, » constitué habituellement au moyen de fonds d'emprunt. Bien que » pareilles précisions ne soient pas usuelles dans la comptabilité budgétaire, » elles paraissent utiles à porter en compte, non seulement pour les services » qui, à des degrés divers ont le caractère d'entreprises industrielles, agri- » coles ou commerciales, mais même pour les services purement adminis- » tratifs. S'il importe manifestement de connaître avec exactitude le prix de

» revient réel du kilo d'or fin extrait d'un minéral, ou de la tonne de marchandises transportée, il n'est pas inutile de rappeler que l'extension des » des bâtiments administratifs entraîne, outre la dépense une fois portée à » l'extraordinaire, des charges annuelles d'intérêt d'amortissement et d'entretien qui, dans la vérité des choses doivent grever le service.

« La dette congolaise s'élève actuellement à un chiffre important ; il convient d'envisager son amortissement. S'il n'est pas possible d'atténuer cette » dette tant que le Budget solde en mal ; il n'en est pas moins désirable, au » moment où une ère de bonis s'annonce comme prochaine, de déterminer » la quantité minimum dont il conviendrait de la réduire pour retrouver » d'année en année au bilan de la Colonie un actif équivalent.

» Ce bilan sera établi pour la première fois au 31 décembre 1917. »

Nous applaudissons à cette réforme notable.

Rien ne pourrait mieux nous éclairer dans la marche des différents rouages de notre Colonie, que des précisions comptables qui reflètent exactement leurs opérations, les charges qu'ils occasionnent au Trésor colonial et les ressources qu'ils lui procurent. Ce n'est qu'ainsi que le Parlement pourra exercer efficacement son haut contrôle sur la gestion du patrimoine dans la colonie et, le cas échéant, aider le Gouvernement de ses conseils.

Le nouveau budget ne met pas seulement en lumière les mouvements des deniers de la colonie, mais en englobant dans les comptes les données de la comptabilité matières, il permet de surveiller la consommation et l'accumulation des fournitures, ainsi que la réalisation régulière des produits des exploitations domaniales. Les sommes dues ou à recouvrer au premier janvier sont déduites des dépenses ou des perceptions de l'année ; celles dont le Trésor reste débiteur ou créancier au 31 décembre y sont comprises. En sorte que la physionomie exacte de l'activité financière de chaque année apparaît nettement dans les prévisions comme dans les comptes.

Il est manifeste que les résultats de deux exercices seraient faussés si, par exemple, par suite de causes accidentelles, des envois considérables d'or étaient retardés et que la valeur de ce stock venait grossir les recettes de l'année au cours de laquelle il a été réalisé, au préjudice de celle où il a été produit. La confirmation des prévisions budgétaires ne doit pas être subordonnée à de pareilles contingences.

La ventilation des charges de la Dette est particulièrement intéressante. En mettant en regard des dépenses, que les Dettes consolidées et flottantes imposent au Trésor, la part afférente à l'intelligence de chacun de ces services, le budget révèle de quelle façon et jusqu'à quel point les fonds d'emprunt sont productifs, en même temps qu'il précise le coût réel des services administratifs et des services industriels.

L'ensemble du budget de 1919 est conçu de telle manière que le compte, dont il n'est que le tableau anticipé, constitue, ainsi que le dit l'honorable M. Renkin dans son Exposé des motifs, un « Compte de Profits et Pertes » du Trésor colonial destiné à compléter le bilan annuel. Celui-ci nous montrera d'année en année la situation financière de la colonie, comme celui-là nous renseignera les opérations qui ont été effectuées pendant l'année ou qui ont en fin de compte modifié cette situation.

Nous espérons que le Gouvernement fera diligence pour présenter à la Chambre ces bilans et ces comptes.

M. Renkin nous signale que les circonstances résultant de la guerre ont retardé l'organisation complète de la comptabilité nouvelle, que l'exécution de ces budgets minutieux nécessite.

L'excuse est assurément légitime et nous ferons crédit au Gouvernement. L'armistice signé, le personnel repris doit avoir été envoyé d'urgence en Afrique.

La Chambre désirera aussi que la forme actuelle soit maintenue au moins pendant un nombre d'exercices suffisants pour que des rapprochements utiles puissent être faits commodément et pour que le travail comptable soit facilité par les expériences acquises.

LE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1917.

Si le budget est modelé en vue du bilan annuel, celui-ci d'autre part, fournit des bases d'évaluation à certaines des prévisions budgétaires, notamment aux charges de la dette imputées aux différents services. Il fallait donc établir comme point de départ de la comptabilité nouvelle un bilan (inventaire) initial, une balance d'entrée.

Un bilan de la Colonie, ou plus exactement du Trésor Colonial, a été dressé au 31 décembre 1917. Il est publié en annexe au présent budget. Les principaux postes sont détaillés dans des tableaux joints à ce document et les modèles des relevés, dont le dépouillement a fourni les chiffres qui y sont portés, permettent d'apprécier la façon dont les valeurs d'inventaire ont été déterminées.

La Section centrale se fait un devoir de rendre hommage au Gouverneur Général et à ses collaborateurs, pour la méthode et l'activité avec lesquelles ce grand travail a été mené à bien en pleine guerre.

Les évaluations portées à l'actif pour les éléments d'outillage de la Colonie ont été manifestement faits avec une modération extrême.

Les constructions, le matériel, les voies ferrées, les flotilles ont été estimés au prix coûtant d'avant la guerre, étant tenu compte en outre de leur état de détérioration ou de vétusté.

Pour le réseau routier, seules les routes de plus de trois mètres de largeur ont été portées en compte.

Les mines d'or dont le produit est évalué pour cette année à frs 10,250,000 ne figurent au bilan que pour frs 5,250,000; les richesses découvertes, plus 70 millions d'or, dont il faut évidemment déduire les frais de traitement et de réalisation, ne sont mentionnées que pour mémoire.

Est compté pour 66 millions seulement le portefeuille, qui comprend notamment près de 93 p. c. des actions du Chemin de fer du Katanga, plus la moitié du capital de la Société Forestière et Minière et 19.2 p. c. des actions de l'Union Minière du Haut-Katanga, alors que cette dernière participation seule, vaut aux cours actuels de la Bourse près de 90 millions.

Est-ce à dire que le bilan est inexact, l'avoir étant sous-évalué? Assurément non.

Le passif qui s'élève au total à 536 millions, représente le capital confié au Trésor colonial; l'actif détaille les usages auxquels ces fonds ont été affectés ainsi que l'avoir liquide (encaisses, créances exigibles, or et autres produits en stock). Les chiffres du passif font connaître l'entière des sommes dont la Colonie est redevable; les postes d'actif portés au bilan, ne constituent qu'une partie des éléments de son avoir, estimés au prix coûtant.

Mais l'excédent effectif de cet avoir sur le montant global des dettes de la Colonie est manifestement énorme. Indépendamment des plus values signalées ci-dessus, il y a le vaste ensemble des biens domaniaux, terrains, mines et autres ressources naturelles, qui ne figurent que pour mémoire. Toutefois, une partie de ces réserves apparaît au bilan : 88 millions y sont portés pour balance, sous la rubrique « équipement et armement de la Force publique et fonds de première occupation ».

D'après les explications fournies, l'équipement de la Force publique intervient pour une large part dans ce poste; mais le Gouvernement a estimé et sans doute avec raison, que la publication du détail du matériel de défense et de guerre n'était pas opportune.

Pour le surplus, le poste représente les frais de première occupation de la Colonie, analogues aux frais d'établissement des entreprises privées; c'est à dire le montant du passif à concurrence duquel les fonds d'emprunt n'ont pas été employés à la construction de biens tangibles.

« Comme le dit l'exposé des motifs, il a pour contre-partie l'avoir immatériel de l'administration coloniale : coût original de l'occupation, » dépenses d'hygiène, d'enseignement et de documentation, recherches » scientifiques, tracés de chemin de fer, missions hydrographiques, cartographies, de délimitation, etc. »

Trois autres postes de l'actif demandent une mention spéciale :

1° Les avances faites à des entreprises d'utilité publique (comité spécial du Katanga et Compagnies du Chemin de fer). Elles s'élèvent au total à 61 1/2 millions. Ce montant comme le dit l'exposé des motifs, comprend notamment les fonds que le Gouvernement a été amené à avancer pendant la guerre à la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga pour l'achèvement de la voie ferrée reliant le réseau Sud-Africain au Congo navigable et la construction des chemins de fer de Kabalo au lac Tanganyka.

La grande importance de ces travaux au point de vue du succès de nos campagnes d'Afrique et du développement de la Colonie, paraît justifier pleinement les avances ainsi faites à des sociétés que les circonstances avaient mises dans l'impossibilité de procéder à des augmentations de capital. Le Gouvernement veillera sans doute au recouvrement de ces prêts, dès que les conditions du marché permettront aux sociétés débitrices de procéder aux émissions requises.

2° La succession du roi Léopold II que la Colonie revendique est portée au bilan pour 40 millions.

Elle y figure comme une créance à charge du Trésor belge.

Celui-ci a-t-il jamais formellement reconnu cette dette ? Peut-être serait-il

désirable que la Chambre fût appelée à statuer sur ce point, après avoir entendu les Ministres des Colonies et des Finances.

Il paraît manifeste que les fonds de cette succession constituent à due concurrence la contre-partie, c'est-à-dire l'explication des dettes de la Colonie.

Avec les accessoires, les intérêts à joindre au principal, la succession devrait, semble-t-il, dépasser le chiffre de 40 millions porté au bilan. Mentionnons à ce propos que dans le budget-annexe de la Dette, aucune recette n'est prévue que pour les frais afférant à cette succession.

3° Une créance à charge du Compte de Guerre évaluée 120 millions.

Une note jointe au projet de Budget détaille les frais de guerre de la Colonie jusqu'au 30 juin 1918. Les dépenses, à cette date, étaient évaluées à 131 millions environ. Nous devons inférer de là, que les hostilités terminées pour nous en Afrique, les dépenses de guerre pour le premier semestre de 1918 ne se sont élevées qu'à 11 1/2 millions. Pour cette période elles étaient occasionnées principalement par l'administration des territoires de l'Est Africain occupés par la Belgique. Dans le compte de 120 millions, il n'est pas fait de distinction entre ces frais d'administration et les frais de guerre proprement dits. Afin de couvrir les frais de ces opérations, que le Gouvernement du Congo a gérées par délégation et pour compte de la Belgique, les Puissances alliées ont avancé des fonds au Trésor belge, qui a son tour a défrayé partiellement la Colonie. Il appert du bilan, qu'au 31 décembre 1917, pour une dépense globale de 120 millions, la Colonie avait reçu 7 millions des autorités britanniques dans l'Est Africain et 85 millions du Trésor belge. Elle avait suppléé 28 millions par des prélèvements sur ses ressources propres.

Le poste créances à charge du compte guerre est essentiellement transitoire. Dès qu'il sera définitivement arrêté, ce compte devra être apuré par le Trésor belge, pour compte duquel il a été géré et qui de son côté a reçu la remise des avances que lui ont faites les alliés antérieurement au 1^{er} janvier 1919.

Abstraction faite des comptes d'ordre (35,200,000 fr.) et des avances (91,950,442 fr.) qui sont imputables au compte « guerre » et qui ne constituent pas des Dettes de la Colonie, le passif du Trésor colonial au 31 décembre 1917 ne s'élève qu'à 409,021,212 francs.

L'examen du bilan et de l'annexe V y jointe montre que ce passif était à échéance relativement lointaine, à concurrence de 310,323,968 francs. La dette consolidée entrait dans ce montant pour 173,340,200 francs; le fonds de pensions de la Caisse d'Épargne, où normalement les entrées dépassent les sorties et qui constituent ainsi des dettes quasi perpétuelles pour 15,000,000 francs et des emprunts contractés auprès des Trésoreries française et britannique, respectivement pour 80,251,400 fr. et 54,732,568 fr. Le premier de ces emprunts vient à échéance le 15 février 1923, la Colonie a l'option de différer le remboursement du second jusqu'à dix ans à dater des prélèvements.

Remarquons que le Gouvernement a eu le scrupule de porter parmi le

passif à échéance éloignée la valeur nominale des monnaies de billon, dont la valeur intrinsèque est inscrite à l'actif.

La dette flottante proprement dite s'élevait à 39,524.478 francs, dont 27,733,000 francs de Bons du Trésor payables à Bruxelles. Les dettes exigibles se chiffraient à 43,448,301 francs; elles consistaient principalement dans les coupons échus que les porteurs en Belgique occupée ne pouvaient présenter au paiement.

L'avoir liquide 43,578,100 fr. dépassait le montant des dettes exigibles. En regard de ses emprunts auprès des Trésoreries française et britannique (135 millions), la Colonie pouvait placer ses créances, recouvrables avant que ces emprunts ne viennent à échéance, à charge du Trésor belge, du Comité spécial du Katanga et des Compagnies de chemin de fer (129 1/2 millions).

Pour rembourser sa dette flottante, si les Bons du Trésor ne devaient être renouvelés, le Trésor colonial disposait au besoin de 1,400,000 liv. sterling, solde non prélevé du crédit que le Gouvernement britannique lui a ouvert.

Le bilan qui nous est présenté démontre que la Colonie possède d'importantes ressources. C'est une entreprise pleine d'avenir. On le comprend ailleurs aussi bien qu'en Belgique.

L'examen des prévisions budgétaires confirme ces conclusions.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS.

Dans le budget de 1914, les évaluations de recettes étaient portées à 30,451,276 francs.

Elles s'élèvent à 48,838,350 francs dans le projet de budget des voies et moyens pour 1919.

Mais dans ce dernier chiffre, les produits des mines, des douanes et du portefeuille n'interviennent que pour l'excédent des recettes, après déduction des charges; n'y sont pas comprises, les recettes des services spécialisés, pour lesquels des prévisions budgétaires soldent par un mali, inscrit au budget des dépenses. Il faudrait de ce chef, pour comparer les deux évaluations, ajouter à celle de 1919 environ 17 millions.

Les prévisions de recettes ont donc plus que doublé depuis le précédent budget examiné par les Chambres. Celles qui nous sont présentées aujourd'hui sont-elles trop optimistes?

Pour en juger en pleine connaissance de cause, nous devrions avoir sous les yeux les comptes des exercices 1916 et 1917. Nous devrions connaître aussi les recettes nouvelles que les décrets de décembre 1917 (l'impôt sur la propriété non bâtie et surtout le droit de droit général de 3 p. c. frappant tous les produits à la sortie) procurent au Trésor depuis l'année dernière.

Mais pour les principales recettes, les données qui nous sont fournies paraissent justifier les prévisions. Il en est ainsi notamment pour l'impôt indigène, pour les douanes et les mines.

La Section Centrale donne acte au Gouvernement de la déclaration (Exposé

des motifs, page 9, *in fine*) que l'augmentation prévue dans le rendement de l'impôt indigène sera due à l'augmentation du nombre des contribuables. Elle note aussi que le bénéfice réalisé sur les produits indigènes sera affecté à des dépenses profitant directement aux populations productrices (Exposé des motifs, page 12).

Le rendement du Portefeuille est évalué à 6 1/2 millions contre 35,000 francs en 1914 et c'est là une des principales augmentations de recettes. Depuis 1914, les sociétés dans lesquelles la Colonie possède les participations les plus importantes, l'Union Minière, la Société Internationale Forestière et Minière et les Chemins de fer du Katanga, sont entrées dans l'ère des bénéfices. Le bilan au 31 décembre 1917 dénote l'intention du Gouvernement, de répartir les dividendes que ces sociétés distribueront pour les années 1917 à 1919 entre ces trois exercices, par application des principes de la comptabilité récemment instaurée. Même avec pareille ventilation, la prévision pour 1919 ne paraît pas exagérée.

Deux évaluations seront, selon toute vraisemblance, largement dépassées : celle de 300,000 francs pour la patente des sociétés commerciales (art. 4) et celle de 50,000 francs pour bénéfice du change (art. 23).

A propos de la première, un membre se demande s'il n'y a pas lieu à envisager un impôt sur les bénéfices de guerre des sociétés opérant au Congo? Quant au bénéfice du change, la réalisation de l'or procurera, semble-t-il, une plus-value considérable, soit d'environ 20 p. c. de la valeur des envois estimés au pair intrinsèque.

A défaut d'un budget de recettes extraordinaires, nous passons condamnation sur l'inscription au budget des voies et moyens du produit de la vente de stations agricoles (art. 15, litt. B, 120,000 francs). Mais ne perdons pas de vue que c'est là une perception exceptionnelle.

La recette de 4.700.000 portée à l'article 3 du Budget-annexe de la Dette publique, pour intérêt sur fonds avancés à des tiers, a également un caractère exceptionnel. Elle disparaîtra avec le recouvrement des avances qui, d'ailleurs, réduira d'un montant au moins égal les dépenses du service de la Dette.

Toutefois, dans l'ensemble, la progression des recettes paraît due à des causes normales et durables. Il peut y avoir des mécomptes pour l'une ou l'autre évaluation; mais d'une façon générale, les prévisions semblent bien adéquates au développement de l'activité financière de la Colonie.

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES.

Les prévisions des dépenses sont groupées de façon à mettre nettement en lumière le coût de chacun des services.

Ce mode de présentation des dépenses de la Colonie, offre le double avantage de laisser au Pouvoir exécutif la latitude désirable, tout en permettant au législateur de contrôler l'importance relative des différents services et la part pour laquelle ils interviennent dans l'ensemble des charges administratives.

Dans le budget de 1914, les traitements et les indemnités du personnel de tous les services étaient portés à un seul article faisant l'objet d'un crédit de 18 1/2 millions, soit environ les 2/5 du total du budget.

Or, il n'est assurément pas indifférent, que le Gouverneur Général augmente le service des Secrétariats, par exemple, au détriment du personnel des Finances, ou multiplie les fonctionnaires de Boma aux dépens des cadres des provinces ou des districts. Mais il importe assez peu que le service de l'Agriculture, par exemple, poursuive ses cultures expérimentales au moyen d'un petit nombre d'agents européens et d'une main-d'œuvre noire plus nombreuse ou inversement; la proportion variera avec la nature des essais. Que la latitude soit laissée aussi au Gouvernement d'user davantage d'outillage mécanique, en réduisant les effectifs si l'ensemble des dépenses n'est pas augmenté. La disposition de l'arrêté royal du 19 février 1848, sur la forme des budgets, n'est pas applicable au Congo et il ne paraît pas expédient que son application soit étendue au budget colonial.

Pour comparer les prévisions de 1919 avec celles de 1914, nous devons faire abstraction des intérêts et amortissements relatifs à l'outillage affecté aux services, ainsi que des contributions au fonds de pensions et des frais postaux, télégraphiques et téléphoniques qui leur sont à juste titre portés en compte.

Le budget des dépenses ordinaires pour 1914 s'élevait à 51,936,000. Les prévisions pour 1919 sont arrêtées à 48,524,486 francs. Mais pour la comparaison, nous devons tenir compte des dépenses portées aux budgets-annexes et faire abstraction des bonifications visées à l'alinéa précédent.

De fait, pour comparer les deux chiffres, il y aurait lieu d'ajouter environ 17 millions à celui de 1919. Les dépenses qui figurent au budget de 1914, se chiffrent ainsi à environ 65 1/2 millions au budget de 1919 si celui-ci était dressé dans les mêmes formes.

Cette augmentation des charges qui n'est que de la moitié de l'accroissement des recettes explique sans doute en partie ce dernier et y trouve sa justification. Mais elle montre en outre que le Gouvernement n'a pas cherché à atteindre l'équilibre budgétaire par une compression exagérée des dépenses et qu'il a développé comme il convient les services de notre administration coloniale.

Les principaux chiffres à rapprocher sont les suivants :

1° Pour les services du Gouvernement Général et des Vice-Gouvernements les prévisions ont passé de 380,270 francs à 1,009,650 francs.

C'est le prix de la décentralisation.

2° Pour le service territorial et administratif, nous trouvons 8,951,550 fr. en 1919, contre 7,759,500 francs en 1914.

C'est là le rouage essentiel de l'administration et la dépense, d'ailleurs productive, qu'il occasionne augmentera sans doute à mesure que l'occupation deviendra plus intensive et que les agglomérations urbaines prendront de l'extension.

3° Les crédits de la Force publique sont majorés de près de 1 3/4 de millions, abstraction faite du nouveau service médical rattaché à ce service.

Crédits de 6,377,400 francs en 1914 contre 8,102,900 en 1919.

Les récents événements ont démontré l'utilité d'une Force publique nombreuse et bien équipée. Le moment est-il venu de discuter des réductions des forces armées de la Colonie?

4° Pour le service de la Justice l'augmentation est relativement légère : 1,682,350 contre 1,531,390 francs et cela sans doute par le fait que des pouvoirs de juge de police ont été accordés à des fonctionnaires territoriaux.

5° En revanche les prévisions pour l'Instruction publique ont passé de 593,750 francs à 748.600 francs.

L'honorable M. Renkin annonce (*Exposé des motifs*, p. 15) que des crédits plus considérables devront être vraisemblablement prévus au prochain budget. Des sacrifices nécessaires devront être faits pour la diffusion de l'instruction au Congo.

Il en est de même pour le service médical. Ici les prévisions de dépenses sont dès à présent en progression très marquée : le crédit « hygiène » n'était que de 710,737 francs en 1914 ; le projet de budget de 1919 prévoit une dépense de 2,679,600 francs y compris le service médical de la force publique.

6° Les charges de la dette ont augmenté de 11,412,845 francs en 1914 et 16,084,055 francs en 1919.

La majoration s'explique à concurrence de 3,700,000 francs par les charges afférentes aux avances consenties à des tiers : et pour le surplus par le relèvement du loyer de l'argent.

Il est à noter en effet, que le Trésor Colonial n'a guère emprunté depuis 1901 que pour les avances que le Gouvernement a été amené à faire à des tiers.

7° Pour les services industriels nous relevons des accroissements de dépenses conelatifs aux augmentations des recettes.

Les dépenses des mines ont passé de 1,834,995 francs à 4,477,200 francs ; celles des services de la marine et de l'hydrographie de 2,672,000 francs à 3,955,320 francs.

D'après les explications données par l'honorable M. Renkin, les prévisions de dépenses ont été établies, en tenant compte des faits, que les cadres étaient incomplets au 1^{er} janvier 1919 et que les effectifs demandés par le Gouverneur ne pourraient être mis à la disposition que graduellement dans le courant de l'année. Une marche appréciable a été laissée dans les évaluations de façon que les crédits inscrits au budget soient amplement suffisants.

Un membre estime qu'il n'y a pas lieu d'envisager pour le moment des crédits supplémentaires du chef d'augmentations éventuelles de traitements nécessitées par le renchérissement général de la vie. Des crédits exceptionnels ont d'ailleurs été portés à ces mêmes fins, au budget pour un montant total de 900,000 francs (art. 1 litt. e et f).

Votre Section centrale, Messieurs, vous propose d'adopter le Budget qui fait l'objet du présent rapport.

La Section centrale a pris connaissance de la note suivante présentée par un de ses membres et a décidé qu'elle serait jointe à ce rapport.

Le Rapporteur,

LE PAIGE.

Le Président,

EM. TIBBAUT.

Comme suite au rapport, des membres ont cru devoir communiquer quelques appréciations qui se font jour dans divers milieux coloniaux.

L'exposé que M. le Ministre a fait des progrès économiques de la colonie laisse une impression favorable. Il met en relief la richesse du sol et du sous-sol. Le développement des mines et plus spécialement l'utilisation commerciale des produits de la terre, notamment des noix de palme, dont les prix élevés se ressentent de la guerre, constituent des éléments sérieux de prospérité.

La mise en valeur du sol et de ses produits devrait, de plus en plus, arriver à l'avant-plan des préoccupations. Elle suggère à des coloniaux quelques indications qui ne sont pas sans utilité.

Tout d'abord on doit se réjouir de ce que M. le gouverneur général ait imposé aux chefs indigènes la plantation des palmiers; mais il est signalé que beaucoup de palmiers élaïs sont abattus par les indigènes pour l'obtention du vin de palme et que la justice est impuissante à les en empêcher parce que la défense d'abattage n'est pas proclamée par une loi.

Le bananier dont la plantation se pratique dans presque tous les villages peut devenir une source de richesse presque inépuisable pour le Congo. Il suffirait de faire passer sur les bananes un courant commercial. Mais comme la banane en vert ne peut être transportée, il faudrait pouvoir en utiliser la farine et la faire entrer dans la grande consommation, soit sur place, soit en Europe. Au Togo un couvent de religieux se sert de la farine de bananes pour la panification; il obtient de bons résultats en la mélangeant par moitié avec la farine de froment. Au Congo, notamment près de Kisantu, les indigènes l'utilisent en préparant dans l'huile de palme des galettes qu'ils vendent dix centimes pièces. Tout progrès dans le sens de la consommation serait une mise en valeur de la plantation.

La pomme de terre donne en divers endroits de bons résultats. A Kisantu, un missionnaire avait envoyé en 1913 des pommes de terre « Marjolaine » dont 5 tubercules parvinrent à l'état sain. La multiplication en fut faite avec un succès tel que les indigènes en livrent aux chemins de fer plus de cent mille kilogs. Ils obtiennent deux récoltes par an et y consacrent le plus grand soin.

A Kisantu, une plantation de 14 à 15 hectares d'eucalyptus donne pleine satisfaction.

Au Katanga, quelques colons courageux ont créé des cultures vivrières importantes et obtiennent, plus que des promesses, des résultats.

Ces exemples méritent d'être cités pour augmenter la confiance du public dans les possibilités agricoles de la Colonie.

Mais la mise en valeur agricole, commerciale et minière, dépendra de la fermeté avec laquelle le Gouvernement poursuivra l'outillage et une saine politique indigène.

Les moyens de transport le préoccupent à juste titre; mais il faut savoir faire les sacrifices d'argent nécessaires pour les travaux que commandent la création et le développement des grandes voies d'accès par eau et par rail et des multiples ramifications à l'intérieur. Le Gouvernement ne perdra pas de vue l'avantage qu'il y aurait à utiliser les bouches du Congo comme port de débarquement: c'est le moyen le plus sûr pour délivrer la grande navigation des entraves que lui apporte le manque de profondeur du fleuve en amont.

Les communications intérieures sont tout aussi indispensables non seulement pour permettre aux indigènes d'apporter les produits du sol qui abondent et qui peuvent se multiplier par leur utilisation commerciale, mais aussi pour permettre aux grandes entreprises européennes de recruter la main-d'œuvre. Toutes les sociétés minières luttent avec de grandes difficultés dans la recherche des travailleurs. On signale spécialement la situation pénible aux mines de Kilo. Il ne faut pas que tout le poids du recrutement retombe sur les régions voisines qui s'épuisent rapidement; il faut que des régions plus éloignées puissent envoyer leurs contingents, et disposent à cet effet de moyens de transport.

Le travail indigène constitue le facteur principal de la prospérité de la Colonie. Il a été éprouvé cruellement par la maladie du sommeil, par les années de guerre et par les portages épuisants qui en étaient les conséquences, par les ravages de la fièvre espagnole. La protection de la population contre les maladies est le premier devoir de la Colonie. On ne peut qu'applaudir aux efforts déjà faits, à l'appel adressé aux médecins et aux infirmières. Mais ce n'est guère suffisant. L'alimentation, le vêtement et l'habitation jouent un rôle important.

Les coloniaux se plaignent aussi de ce que la politique indigène n'ait pas encore de direction bien nette. L'autorité des chefs, qui constitue l'ossature de la société africaine, est méconnue et éternée, alors qu'elle peut être d'une grande efficacité pour entraîner les indigènes vers le travail et vers la civilisation. Il n'est pas douteux que s'il était fait une part plus large aux commerçants et aux missionnaires dans l'œuvre administrative, celle-ci prendrait une orientation plus pratique, plus favorable à l'esprit d'entreprise.

Le Budget colonial devrait être l'expression des principales préoccupations du Gouvernement. Malheureusement, il semble dominé par l'idée fautive de l'équilibre. Viser l'équilibre budgétaire comme but immédiat à atteindre, c'est se détourner de ses devoirs d'outillage, c'est paralyser l'effort initial dont dépend toute l'activité économique, tout l'avenir. L'équilibre budgétaire ne peut être qu'un but lointain qui sera atteint d'autant plus rapidement qu'on se hâtera davantage pour faire les mises de fonds indispensables.

Les Chambres n'ont jamais refusé d'imposer à la Métropole et à la Colonie les sacrifices que justifie leur mission civilisatrice. Elles savent que la mise en valeur n'est possible que par l'avance de capitaux importants. M. de Smet de Nayer parlait du milliard nécessaire à l'équipement de la Colonie.

Les initiatives privées ne peuvent se produire avec leurs risques en capitaux et en vies humaines que si elles peuvent compter sur le concours du Gouvernement qui est chargé des travaux publics.

Mais cette intervention salutaire de la Métropole doit avoir pour conséquence de grever le budget des intérêts et de l'amortissement des emprunts coloniaux, et provoquer le déséquilibre momentané. La thèse de l'équilibre budgétaire apparaît ainsi comme contraire à une politique coloniale saine et prévoyante.

Les Chambres suivront d'autant plus volontiers le Gouvernement que

celui-ci exposera ses besoins avec plus d'incertitude. Mais elles désirent donner au budget des bases rationnelles.

Il serait logique que la Métropole assumât les frais de la haute direction européenne à laquelle appartient l'enseignement sous toutes ses formes. Cette considération amène la Section centrale à proposer, par un amendement au Budget colonial, d'en faire disparaître, pour le reporter au Budget de la Métropole, l'article 34 ainsi libellé :

« Musée et écoles supérieures. »

» Musée de Tervueren : Traitements et indemnités du personnel, frais d'entretien
» des travaux et des collections, matériel. École Coloniale et École de Médecine
» tropicale, traitements et indemnités du personnel, matériel, mobilier, frais
» de transport, droits de douanes, etc. 314,500 fr. »

D'un autre côté, la Section centrale propose d'inscrire au budget de la Colonie les sommes qui sont nécessaires pour atténuer les conséquences que la vie chère a eues pour le personnel de la colonie.

On peut discuter sur la plus ou moins grande acuité que la crise alimentaire a eue en Afrique; mais on est unanime pour constater qu'elle existait, surtout dans les grands centres vivant d'importations. Les circonstances économiques qui ont produit leurs effets en Europe se sont fait sentir plus ou moins vivement et se font encore sentir dans la colonie.

Aussi le budget prévoit-il pour 1919 une indemnité de vie chère que les colons considèrent comme insuffisante; mais il y aurait lieu d'allouer aussi une indemnité pour le passé, notamment pour 1918 et de faire disparaître ainsi les conséquences malheureuses d'une mesure qui fut prise en vue d'assister le personnel, mais qui lui fut nuisible.

En effet, en 1918, le Gouvernement, reconnaissant la difficulté de la vie dans la colonie, a voulu y remédier, non en donnant un supplément de traitement ou une indemnité gouvernementale, mais en supprimant la retenue réglementaire de 13 p. c., qui était faite sur les traitements des agents et qui constituait pour eux une précieuse réserve à l'expiration de leur engagement. Elle suppléait à l'insuffisance des pensions coloniales et elle facilitait l'établissement des agents à leur retour en Europe. En supprimant cette retenue, le Gouvernement a sacrifié l'avenir au présent; il a payé une indemnité de vie chère, non avec ses propres ressources, mais avec l'argent de l'agent lui-même, qui perdait ainsi la réserve sur laquelle il était en droit de compter pour son retour en Europe. Cette mesure est considérée par beaucoup d'agents comme une spoliation, qui peut avoir été occasionnée par la gêne momentanée apportée par la guerre aux finances coloniales, mais dont les effets doivent être effacés par la reconstitution de la réserve enlevée.

De plus, le personnel de la Colonie mérite d'être traité comme le personnel de l'État belge qui a reçu en janvier 1919, une allocation exceptionnelle, qualifiée de treizième mois.

Les agents africains sont dignes d'intérêt à l'égal des agents européens, et les priver d'une marque d'intérêt qui prend le caractère d'un témoignage national de gratitude, ce serait leur infliger une humiliation qui ne se justifie pas.

La Section centrale place le souci de la justice et de l'équité bien au dessus du souci de l'équilibre budgétaire. Elle doit s'en référer au Gouvernement pour l'appréciation de l'importance du crédit nécessaire à cette double rectification. Elle propose d'inscrire au budget un article libellé comme suit :

« Art. 32bis. — Reconstitution de la réserve supprimée pour cause de vie chère et allocation exceptionnelle. » fr. 3,000,000

La Section centrale soumet aussi à l'appréciation du Gouvernement les plaintes nombreuses qui émanent des agents civils et militaires.

A Boma, dit-on, on pratique encore la centralisation qui paralyse les vues du Gouvernement et qui contribue nécessairement à maintenir un esprit administratif routinier, contraire aux initiatives et aux responsabilités des fonctionnaires. Le monde commercial s'en plaint autant que le monde administratif. Le Gouvernement, fidèle à sa politique nouvelle de décentralisation qu'il déclare vouloir poursuivre saura faire le départage de ce qui est fondé et exagéré dans ces critiques ; il faut inspirer confiance par l'accomplissement rigoureux des obligations.

La Colonie ne saurait prospérer que si les agents considèrent les commerçants et les colons comme leurs plus précieux collaborateurs et si l'activité administrative, abandonnant un formalisme décourageant, converge vers le but principal de soutenir l'esprit d'entreprise. Le Gouvernement ne saurait ignorer les critiques qui existent à cet égard et la nécessité de modifier une mentalité d'inertie qui se manifeste en bien des postes.

Les soldats qui ont répondu avec un si bel élan à l'appel de M. le Ministre des Colonies et qui ont continué en Afrique l'œuvre glorieuse de la défense commencée en Europe, se demandent s'ils n'ont pas droit à l'indemnité de route qui a été supprimée à partir du 1 juillet 1918 ; ils croient pouvoir compter sur cet avantage aussi longtemps qu'ils ont été retenus en Afrique et qu'ils n'ont pas été démobilisés. La situation de droit semble être modifiée ici par la situation de fait, par suite de la cessation des opérations militaires. Le Gouvernement saura apprécier ces desiderata.

Les soldats qui se sont engagés dans la colonie, et qui pensaient y obtenir le même avancement qu'en Europe, ont été profondément déçus. Ils se voient distancés par leurs camarades restés en Europe et ils subissent une humiliation qu'ils n'ont guère méritée. Il ne faut pas que, par l'absence de grades, ils aient à rougir de l'uniforme colonial qu'ils ont accepté dans une pensée généreuse de patriotisme.

On pouvait espérer que la jeunesse, et parmi elle la jeunesse universitaire, garderait pour la colonie cet attachement que provoque, dans les cœurs bien nés, la collaboration à une œuvre importante de civilisation ; et il semble bien que ces coloniaux d'occasion ont été enthousiasmés par la grandeur de la tâche assumée par la Belgique. Il ne faut pas que l'impression d'injustices subies, s'ajoutant souvent au malaise provoqué par les pratiques bureaucratiques, vienne jeter une ombre sur ces nobles sentiments et déprécier notre grande entreprise africaine. Ce serait compromettre la source des dévouements au moment où elle pourrait devenir particulièrement féconde et où elle est indispensable pour combler les vides. La question du personnel se pose naturellement avec plus d'acuité après

une guerre qui a retenu les agents au-delà de leur terme et qui en a empêché le remplacement. Elle est encore aggravée par un malaise, qui se manifesta en Afrique comme en Europe, mais qui chez beaucoup d'agents, et chez les meilleurs, est produit par les abus du fonctionnarisme bureaucratique et par ses effets démoralisants.

Le Gouvernement sait que le sentiment de la responsabilité est le meilleur agent de l'activité et le gardien de la dignité personnelle. Il se préoccupe légitimement du recrutement du personnel dont dépend le sort de la colonie ; et il saura écarter les causes de critique et de discrédit dans un esprit de justice.



**Questions posées par la Section centrale et réponses
du Gouvernement.**

QUESTION A.

« a) La Section centrale pense que les conseillers d'administration résidant dans la Colonie devraient être réunis et consultés plus fréquemment qu'il ne le semble aujourd'hui. »

« b) La Section centrale fait observer qu'actuellement la centralisation des différents services coloniaux à Boma paraît excessive, considéré les développements pris par ceux-ci. »

RÉPONSE AUX LITT. A) ET B).

L'arrêté royal du 28 juillet 1914 a eu pour premier but de décentraliser l'administration de la Colonie par rapport à la métropole, pour deuxième but de la décentraliser en Afrique même par rapport au Gouvernement général de Boma.

Pour réaliser ce dernier objet, il a constitué quatre vice-gouvernements généraux ou provinces, dont les vice-gouverneurs ont reçu le pouvoir étendu de régler par voie d'ordonnance l'administration et la police spéciales à leur circonscription territoriale (art. 21). Ils ont chacun leur service de comptabilité, assurent les recettes et règlent les dépenses dans les limites des délégations (art. 27).

D'autre part, le commissaire du district a vu s'élargir considérablement le cercle de ses attributions. Autorité unique dans sa circonscription, il a la direction de tous les services du district, donnant les ordres nécessaires à tous les fonctionnaires de la région, répartissant le personnel entre les divers territoires, disposant en toutes matières d'un pouvoir effectif, mais responsable de l'état du district (article 36).

Comme l'indique le rapport que le Gouvernement vient de présenter aux Chambres législatives, s'il reste, en ce qui concerne la décentralisation, de grands progrès à réaliser, c'est moins dans les termes des dispositions organiques de 1914 que dans l'exécution et la mise en pratique (pages 3 et 7). Le Gouvernement poursuivra avec fermeté la politique qu'il s'est assignée et qui correspond au vœu de la législature.

*
* *

Le même arrêté de 1917 a placé à côté du Gouverneur général et des Vice-Gouverneurs généraux de province des conseils consultatifs dénommés respectivement Conseils du Gouvernement et Comités régionaux. Déjà ils se sont réunis. Les événements de la guerre ont retardé le fonctionnement

régulier de ces organismes. Des instructions seront données aux autorités locales pour que désormais il soit recouru d'une manière plus constante à leur collaboration.

« c) Un membre voudrait voir, autant que les circonstances le permettent, la liberté commerciale mise en pratique par toute la Colonie ; au moins, qu'elle fut étendue graduellement à ses divers territoires. »

RÉPONSE AU LITT. C).

Par décret du 22 mars 1910 les territoires du domaine ont été ouverts à l'exploitation libre en trois étapes à des intervalles d'un an à dater du 1^{er} juillet 1910.

Il en résulte que depuis le 1^{er} juillet 1912 le régime de la liberté commerciale a été étendu à toute la Colonie.

QUESTION B.

« La Section centrale estime qu'il conviendrait d'établir pour les pensions, une réglementation plus favorable aux officiers, fonctionnaires et agents de l'État dans la Colonie. »

RÉPONSE.

Le Département des Colonies a mis à l'étude depuis quelques temps la revision de la législation régissant les pensions des fonctionnaires, militaires et agents de la Colonie.

QUESTION C.

« Le Ministre, voudrait-il donner des éclaircissements au sujet des retenues opérées sur les traitements, pour former le Fonds des pensions ? »

RÉPONSE.

Le Fonds des pensions, prévu à l'article 14 du décret du 2 mai 1910, est alimenté exclusivement par une subvention qui figure annuellement au budget de la Colonie. Aucune retenue n'est opérée sur le traitement des agents à cette fin.

La retenue de 13 p. c., prévue à l'article 7 du décret du 2 mai 1910, constitue une réserve qui, augmentée des intérêts, est attribuée à l'agent quand il quitte définitivement le service de la Colonie.

En cas de décès, elle est attribuée à la veuve ou aux parents du défunt, dans l'ordre indiqué à l'article 9 du décret précité ; éventuellement, le montant de la réserve est augmenté, à charge du Fonds de pension, jusqu'au chiffre déterminé par la loi et qui varie entre 5,000 et 10,000 francs.

QUESTION D.

« Le Ministre, est-il en mesure de renseigner la Section centrale, relativement au renchérissement de la vie dans les différentes régions de la Colonie ? »

RÉPONSE.

Les articles d'importation ont subi, au Congo, une hausse proportionnelle à celle des prix d'achat dans les pays de provenance et à l'augmentation des frets et assurances maritimes.

Le renchérissement de ces articles a provoqué la hausse des produits alimentaires indigènes, qui a amené le gouvernement local à conférer par ordonnance-loi du 26 mars 1918 aux commissaires de districts, les pouvoirs de fixer une mercuriale des vivres indigènes, dans les centres européens et industriels.

Bien que le renchérissement soit réel, on ne peut considérer que, dans l'ensemble de la Colonie, l'aggravation a été semblable à celle qui a été ressentie en Belgique.

QUESTION.

» Quel est le tarif des indemnités de vie chère reconnues aux officiers, fonctionnaires et agents de l'État, dans la Colonie? Le maximum alloué est-il vraiment en rapport des nécessités actuelles? »

RÉPONSE.

Depuis le 1^{er} janvier 1919, une indemnité de cherté de vie de 1.000 francs par an est allouée aux agents de l'État dans la Colonie, jouissant d'un traitement inférieur à 10,000 francs. Cette indemnité n'est pas allouée aux agents de la province du Katanga qui jouissent déjà, depuis plusieurs années, d'une indemnité de cherté de vie variant de 3 à 6 francs par jour suivant les régions et qui est fixée par le Gouverneur Général.

En outre un crédit supplémentaire de 1 million de francs a été prévu pour augmenter dans une certaine mesure les indemnités de vie chère allouées au personnel de l'État dans toute l'étendue de la Colonie, mais en donnant comme limite à ces allocations les traitements de 14,000 francs. De ce chef, une allocation annuelle de 1,500 francs est allouée à partir du 1^{er} juin aux agents ayant un traitement inférieur à 8.000 francs, de 1,200 francs à ceux ayant un traitement de 8.000 à moins de 10,000 francs; 900 francs à ceux ayant un traitement de 10,000 francs à moins de 14,000 francs.

QUESTION E.

« Tous les services rendus par les officiers belges détachés dans la Colonie, font-ils compte pour leur avancement dans l'armée métropolitaine?

» Quels avantages leur sont-ils assurés après qu'ils ont accompli un ou plusieurs termes de service dans la Colonie? »

RÉPONSES.

1° Oui;

2° Pendant toute la durée de leurs services à la Colonie, ils participent à l'avancement dans l'armée métropolitaine;

3° A l'expiration du terme de service statutaire ou avant si leur état de

santé l'exige, les officiers de l'armée métropolitaine nommés à titre définitif dans la Force publique sont admis à la pension prévue aux décrets du 2 mai 1910 et du 31 juillet 1912. Cette pension peut être cumulée avec tous autres traitements ou pensions de l'État Belge. En outre, les lois, arrêtés et règlements relatifs aux pensions, aux traitements ou indemnités des militaires de l'armée métropolitaine, mis hors d'état de servir pour cause de blessures ou d'infirmités contractées dans l'exercice d'un service militaire en temps de guerre, sont applicables dans les mêmes conditions aux militaires combattant dans la Colonie ainsi qu'aux fonctionnaires et agents coloniaux commissionnés pour le service militaire pendant la durée de la guerre. (Arrêté-loi du 10 mai 1916);

4° J'ai demandé récemment à M. le Ministre de la Guerre d'examiner la possibilité de faire compter double pour le calcul de la pension métropolitaine le temps passé en Afrique au service de la Colonie par les officiers belges.

QUESTION F.

« Parmi les fonctionnaires civils et les agents des Compagnies au Congo, engagés dans l'armée coloniale, plusieurs ont gagné le rang d'officier pendant la guerre. Ils ne peuvent prétendre entrer avec leur grade dans l'armée métropolitaine. Mais à ceux qui désirent faire carrière dans la Force publique de la Colonie, ne pourrait-on ménager le moyen de compléter leur instruction militaire et d'acquérir la science requise pour l'officier régulier?

» Aux autres, à ceux qui ont repris leurs fonctions ou leurs emplois civils, ne pourrait-on conférer, au moins comme récompense honorifique, le titre d'officier avec droit d'en porter l'uniforme et les insignes du grade conquis pendant la guerre? N'y aurait-il point lieu même, de leur reconnaître la qualité d'officier de réserve? »

RÉPONSE.

1° En vertu de l'arrêté royal du 10 juin 1919, tous ces officiers peuvent, par mesure transitoire et pendant un délai de six mois à dater de l'arrêté royal susdit, être admis à subir devant des commissions siégeant en Afrique l'examen exigé pour l'obtention du grade de sous-lieutenant de la F. P. des cadres réguliers.

2° Le dernier paragraphe de l'article 2 du décret du 10 mai 1919 réorganisant la F. P. prévoit l'organisation d'un cadre d'officiers et de sous-officiers de réserve. La réalisation de cette mesure fait l'objet d'une étude des services métropolitains et d'Afrique.

3° La nomination à en grade d'officier à titre honorifique soulève un ensemble de questions complexes qui sont à l'examen.

QUESTION G.

« La Section centrale, considéré les promesses que donnent les essais de culture du coton tentés jusqu'à présent, estime que l'administration coloniale

doit résolument les poursuivre. Aux indigènes cette culture assurera un travail abondant, à l'industrie et au commerce belges elle ouvre dans l'avenir, de larges perspectives. »

« La Section centrale convaincue qu'il est d'une nécessité absolue de ne présenter sur le marché européen que des produits en bon état marchand, exprime l'avis que l'administration coloniale ne peut hésiter devant la dépense d'acquisition et les frais de l'outillage le plus perfectionné pour la culture, la récolte, le nettoyage et l'emballage du coton. »

RÉPONSE.

Pendant la guerre, quand il n'était pas possible de faire autrement, l'administration a fait l'acquisition du matériel perfectionné nécessaire à l'égrenage du coton.

Deux usines sont sur place, mais la politique du Département est qu'en présence des résultats obtenus, le moment est venu de faire intervenir l'initiative privée. L'administration restera dans son rôle qui est de développer l'éducation agricole des indigènes et de continuer sa propagande en faveur de la culture du coton, mais elle entend remplir ce rôle sans devenir commerçant ou usinier. Des projets, basés sur l'intervention du commerce et de l'industrie privés, sont en voie de réalisation.

QUESTION H.

« La Section centrale estime que l'Administration coloniale doit encourager autant que possible la culture du bananier; celle-ci offre des avantages précieux. Outre que le bananier forme couvert à certaines plantations de valeur qui, jeunes, craignent les ardeurs du soleil, il produit du fruit en abondance et d'une haute valeur alimentaire, sa fibre est utilisée par les indigènes des pays tropicaux; de plus, elle paraît susceptible d'être employée par diverses industries. »

RÉPONSE.

La culture du bananier, en vue de l'alimentation, est faite par les indigènes sur une grande échelle dans presque toute l'étendue de la Colonie. Certaines tribus cultivent plus de 30 variétés de bananiers. Des études comparatives de variétés indigènes et introduites sont organisées dans plusieurs stations agricoles. L'utilisation de la fibre de bananier est mise à l'étude.

Le bananier est planté comme ombrage et pour l'alimentation des travailleurs dans les stations agricoles.

QUESTION I.

« Le Département des Colonies peut-il nous dire à quelle valeur s'est élevé le produit des concessions Lever? La clause contractuelle qui oblige la Société Lever à employer du personnel belge est-elle suffisamment observée? »

RÉPONSE.

Le rendement des usines Lever du Congo belge, pour les exercices 1915 à 1918, s'établit comme suit :

	FRUITS TRAITÉS. Tonnes.	HUILES. Tonnes.	NOIX PALMISTES. Tonnes.
Exercice 1914-1915 . . .	6,370	907	210
» 1915-1916 . . .	15,876	1,843	557
» 1916-1917 . . .	20,963	2,880	1,149
» 1917-1918 . . .	26,409	4,207	2.058

La valeur de la tonne d'huile et de noix de palmiste est variable. Fin juin 1918, la tonne d'huile valait à Bordeaux environ de 2,650 à 2,700 francs, à Londres 44 livres; à la même époque la tonne de noix palmiste valait à Bordeaux 1,000 francs la tonne et à Londres 26 l. 10.

D'après les dirigeants de la Société, la production annuelle devra atteindre 6,000 tonnes d'huile avant que le compte d'exploitation puisse se clôturer sans perte.

Le Gouvernement de la Colonie n'a point de parts dans les bénéfices éventuels; la Société qui paie un droit de location de fr. 0.25 par hectare pris à bail, conformément aux dispositions de la convention du 14 avril 1914.

Au 30 juin 1914, le personnel de la Société comprenait 111 Belges sur un total de 204 unités. La moitié au moins du personnel blanc de la Société était donc belge comme l'impose l'article 5 de la convention précitée. Par suite des circonstances de guerre, le Gouvernement de la Colonie a dispensé la Société, à titre transitoire, de l'observation de la clause rappelée, qu'il lui eût été pratiquement impossible de respecter. Le 24 avril 1919, le Gouvernement a fait savoir à la Société que, la situation étant redevenue normale, il y avait lieu de rétablir progressivement, dans l'état du personnel de la Société, la proportion conventionnellement fixée. La Société a fait savoir le 2 mai 1919 qu'elle était d'accord sur ce point et qu'elle nommerait des Belges à tous les emplois vacants jusqu'au rétablissement de la proportion fixée par la convention.

QUESTION J.

« 1° La Section centrale fait observer que les populations indigènes de l'Afrique ont été de tout temps décimées par des épidémies diverses.

» Les populations pauvres s'y trouvent particulièrement exposées parce qu'elles ne sont point vêtues ou qu'elles le sont insuffisamment.

» 2° La remarque a été faite qu'au défaut de médecins, il va être suppléé par des agents hygiénistes. »

RÉPONSE.

La question comporte deux parties : 1° Celle concernant le vêtement insuffisant des populations indigènes pauvres; 2° Celle concernant la pénurie des médecins et leur suppléance par des agents hygiénistes.

I. — *Vêtement insuffisant des populations indigènes.*

Le manque de vêtement des populations indigènes est pour elles une cause fréquente de maladies et d'épidémies mortelles : maladies résultant du refroidissement et épidémies résultant de piqûres et morsures d'insectes transmettant des affections graves.

Le vêtement européen réduirait pour l'indigène à un vingtième environ les parties de la peau exposée aux causes de morbidité citées plus haut. Il faudra des transformations économiques profondes pour en arriver là. Avec les moyens dont nous disposons nous ne pouvons compter que sur la persuasion et aussi sur le développement des besoins ressentis par l'indigène et sur son goût très réel d'imitation.

Dans certaines colonies, plus avancées que la nôtre, les autorités refusent de recevoir tout indigène insuffisamment vêtu ; mais au Congo cette mesure ne serait guère applicable, ni efficace ; il ne s'agit d'ailleurs en ce cas que d'un vêtement d'occasion et exceptionnel.

Dans cet ordre d'idées et à titre d'exemple la Colonie devrait pouvoir obliger tout son personnel à être toujours suffisamment vêtu, comme le sont par exemple les soldats de la Force Publique, mais il en résulterait des dépenses hors de proportion avec nos possibilités budgétaires actuelles.

Le développement du commerce et de l'industrie créera aux populations des besoins parmi lesquels celui du vêtement sera le premier à encourager.

II. — *Pénurie de médecins et envoi d'agents hygiénistes.*

La pénurie de médecins au Congo est plus flagrante que jamais. Nous avons dû faire appel aux médecins des pays neutres. La position médicale à la Colonie est pourtant rémunératrice ; le médecin débute avec un traitement annuel de 14,000 francs ; nous nous efforcerons d'améliorer encore cette situation.

Le Gouvernement a décidé de suppléer à cette pénurie en créant des emplois d'agents hygiénistes et de chef de postes sanitaires.

Les chefs de postes sanitaires hygiénistes seront recrutés de préférence parmi les universitaires, candidats en médecine ou candidats en sciences. Ils recevront une préparation spéciale à l'École de Médecine Tropicale et à l'École Coloniale. Sous le contrôle des médecins, ils appliqueront les mesures d'hygiène générale et surtout celles destinées à combattre la Maladie du Sommeil.

Prochainement une dizaine de candidats seront admis à suivre les cours de préparation, et dans le courant de l'année prochaine ils seront rendus sur place.

Des infirmières blanches ont été engagées et vont partir, en vue spécialement de combattre la mortalité infantile.

QUESTION K.

« La Section centrale signale au Département des Colonies l'intérêt qu'il trouverait à encourager la culture du kapok, en vue de suppléer au manquant de laines en Belgique. »

RÉPONSE.

La culture du kapok par les indigènes a été essayée, il y a quelques années à Java; elle pourrait donner au Congo des résultats intéressants en vue de suppléer en Belgique au manque de laine pour matelas, coussins et ameublements.

Les kapokiers commencent à produire vers l'âge de cinq ans.

Des graines de kapokier de Java ont été introduites au Congo belge il y a huit ans; les arbres provenant de ces graines doivent être actuellement en production et pourront fournir les semences et boutures nécessaires à l'introduction de la culture dans les villages indigènes.

La graine de kapok contient 28 p. c. d'une huile comestible; le tourteau est un excellent engrais.

Mais la culture du kapok donne des résultats moins rémunérateurs et moins rapides que la culture du coton, tout au moins à l'époque actuelle.

« Un membre fait la remarque que l'on a préconisé l'usage de la graine du kapok pour l'alimentation du bétail. Or, la graine recueillie aux Indes Néerlandaises paraît contenir des principes toxiques. Elle ne serait pas sans danger. »

RÉPONSE.

Le tourteau ou résidu de l'extraction de l'huile de la graine de kapok est employé comme engrais aux Indes Néerlandaises; aux Indes anglaises on l'utilise aussi comme fourrage pour l'alimentation du bétail.

QUESTION L.

« Un membre fait observer que les concessions nouvelles de gisements de cuivre sont accordées sous un régime nouveau de redevances à l'État. Il y aurait lieu de comparer ce mode de concession avec celui qui existait antérieurement. Quels en sont les avantages? »

RÉPONSE.

Les concessions de mines de cuivre actuellement en exploitation au Katanga font l'objet de conventions auxquelles rien n'a été changé.

D'autres concessions de mines en général ont été accordées au Katanga depuis la reprise du Congo par la Belgique. Ces concessions ont été octroyées soit en vertu de la législation générale sur les mines, soit en vertu de conventions spéciales approuvées par décret. (Décret du 16 décembre 1910.) Toutes ces concessions sont uniformément soumises au point de vue des taxes et redevances minières aux conditions suivantes :

1° Le concessionnaire doit payer annuellement 1 p. c. du produit brut des mines sans que cette redevance puisse être inférieure à fr. 0.50 par hectare de mine concédé. Cette redevance est de 5 p. c. s'il s'agit de minéraux précieux sans qu'elle puisse être inférieure à 50 francs par hectare.

2° Si l'exploitant est une société, celle-ci doit en outre remettre gratuitement au Comité Spécial du Katanga, 33 p. c. des actions de toutes les caté-

gories. Ces actions jouissent des droits afférents aux autres actions de même catégorie. Si l'exploitant n'est pas une société, il paiera à titre de redevance 35 p. c. des bénéfices réalisés.

Un décret du 16 avril 1919, qui avait été soumis à l'avis du Conseil Colonial avant la guerre a modifié le régime des redevances minières à payer par les concessions qui seront accordées dans l'avenir. Ce décret supprime la redevance de 1 p. c. sur le produit brut de l'exploitation et remplace la redevance de 35 p. c. sur les bénéfices par une redevance proportionnelle qui est de 12 p. c. lorsque les bénéfices distribués ne dépassent pas 7 p. c. du capital social ;

20 p. c. des bénéfices qui excèdent 7 p. c. jusqu'à concurrence de 10 p. c. du capital social ;

25 p. c. des bénéfices qui excèdent 10 p. c. jusqu'à concurrence de 15 p. c. du capital social ;

40 p. c. des bénéfices qui excèdent 15 p. c. jusqu'à concurrence de 35 p. c. du capital social ;

50 p. c. des bénéfices qui excèdent 35 p. c. du capital social.

En cas d'exploitation de pierres précieuses cette redevance est portée à 60 p. c. au lieu de 50 p. c.

En d'autres termes, la charge qui était égale pour toutes les mines sera dorénavant répartie d'après la richesse des concessions.

Les titulaires de droits miniers en vertu du décret de 1911 peuvent se placer sous le nouveau régime.

QUESTION M.

« Un membre fait remarquer que : le libellé du poste du bilan énoncé : Avances du Trésor belge pour compte des Alliés, n'est pas exact, puisqu'il s'agit en réalité du Trésor belge seul ; les derniers mots devraient être supprimés comme, d'autre part, le poste correspondant en recettes disparaîtrait. »

RÉPONSE.

Le libellé « pour compte des Alliés » s'explique par l'origine des fonds dont il s'agit.

Il n'y aura pas d'inconvénient à l'avenir à modifier ces mots, mais le poste doit être maintenu, car il a été admis que les dépenses de la guerre en Afrique incombent à la Métropole.

QUESTION N.

« La Section centrale demande s'il est possible de faire des transports de bois de la Colonie en Belgique.

RÉPONSE.

Les forêts de la Colonie renferment des quantités considérables de bois d'œuvres et de bois d'ébénisterie de tout premier ordre.

L'État étudie l'abaissement des tarifs de transports sur les chemins de fer et les lignes fluviales de la Colonie en vue de faciliter l'exportation de bois congolais. Plusieurs concessions sont demandées.

QUESTION O.

Une observation d'un ordre plus général a été faite relativement à l'avenir de l'agriculture au Congo. Celle-ci ne paraît point favorisée par le système d'impôts établi. »

RÉPONSE.

A défaut de précision, il est nécessaire de reprendre successivement tous les impôts et de rechercher en quelle façon ils peuvent nuire à l'avenir agricole du Congo belge.

I. — *Impôt indigène.*

On n'aperçoit pas en quoi la perception de l'impôt indigène peut nuire au développement de l'agriculture au Congo. Le taux de l'impôt est fixé par le Gouverneur général en suite de propositions motivées des Commissaires de district approuvées par les vice-gouverneurs généraux. Ces taux peuvent varier d'une région à l'autre dans un même district, en tenant compte des ressources et du degré de développement économique de l'indigène. Les instructions prescrivent formellement de ne formuler que des propositions modérées. L'obligation de payer l'impôt amène l'indigène dans les régions agricoles, à fournir des prestations en travail qui sont de nature à développer l'agriculture, en ce sens que cette obligation favorise les engagements volontaires à longs ou à courts termes.

Peut-être incrimine-t-on les dispositions du décret relatives à la contrainte des contribuables en défaut? A ce sujet, il est utile de signaler que parmi les travaux divers, tels le portage, l'entretien des camps, etc., qui peuvent être imposés, il n'est prévu l'emploi à des travaux agricoles que pour autant qu'il s'agisse de cultures alimentaires et de rapport, en faveur des indigènes. Les plantations créées dans un but commercial ou industriel sont exclues.

II. — *Droits d'entrée.*

La législation en cette matière favorise nettement l'agriculture puisqu'elle prévoit l'exemption pour :

1° les animaux vivants de toute espèce;

2° les graines destinées à l'agriculture ;

3° les engrais organiques et chimiques,

et qu'en outre elle établit un tarif réduit (3 p. c. *ad valorem* au lieu de 10) pour les machines à vapeur, les appareils mécaniques et les outils servant à l'agriculture.

III. — *Droits de sortie.*

Un droit de 3 p. c. *ad valorem* est perçu à l'exportation des produits de la Colonie. Ce droit est peut-être visé? Toute taxe, quelle qu'elle soit peut, en effet, être critiquée. Aucune ne rencontrera l'adhésion générale. Mais il importe de ne pas perdre de vue que pour subvenir aux besoins des services publics, l'État doit prélever une part sur les facultés individuelles des

contribuables. Ce prélèvement s'opérera avec d'autant plus de facilités et d'autant moins d'inconvénients que les bases d'imposition seront multipliées puisque les manifestations diverses de la fortune publique seront toutes atteintes dans une mesure réduite.

Les inconvénients, s'il en existe, seront diminués par la modicité même de la perception.

Au surplus, le droit de sortie, en tant que mesure fiscale, se justifie par cette considération que c'est souvent en fait l'acquéreur des produits qui en supporte le poids, ce qui allège d'autant les impôts perçus sur les autres manifestations de l'activité commerciale.

Si même cette incidence du droit de sortie était contestée — à tort à notre avis — il n'en resterait pas moins que ce droit représente une charge minime que supporte le commerce des produits végétaux spontanés ou cultivés.

Le tableau ci-après indique le montant des droits sur les principaux de ces produits :

	Valeur admise.	Droits aux 100 kil.
Arachides fr.	45	1.55
Cacao	139	4.17
Café	114	3.42
Copal	52	1.56
Coton brut	392	11.76
Huile de palme	78	2.54
Mabula panza	29	0.87
Noix palmistes	45	1.55
Piassava	26	0.78
Raphia	42	1.26
Sisal	98	2.94
Ramie et autres fibres non dénommées.	28	0.84
Riz	49	1.47
Sésame	30	0.90
Poivre	55	1.59
Caoutchouc des herbes	250	7.50
Caoutchouc des arbres et des lianes	304	9.12

Pour les marchandises ou produits non dénommés, la valeur servant de base à la perception est celle du lieu de réalisation, diminuée des frais de transport et d'assurances depuis la sortie du territoire jusqu'au lieu de destination et d'une quantité fixe de 5 p. c. du prix estimé de vente, pour frais de réalisation.

IV. — *Impôt personnel.*

Ici encore, de nombreuses exceptions ont été prévues dans l'intérêt de l'agriculture.

Ne sont pas soumis à la contribution personnelle :

A) sur la première base (bâtiments) :

1° Les constructions servant d'habitation aux ouvriers et domestiques de couleur, même si elles dépendent d'établissements dont les bâtiments sont assujettis à l'impôt ;

2° Les bâtiments des établissements agricoles et d'élevage, sauf les maisons d'habitation et dépendances servant au personnel non indigène ;

3° Les étables et basses-cours.

B) Sur la 2° base (Terrains non bâtis).

Les terrains employés à un usage agricole pour la partie affectée à ces usages.

Les ouvriers agricoles de race non européenne ne sont taxés, dans le chef de leur patron, qu'à raison de 1 franc, alors que pour les autres ouvriers de race non européenne, il est dû 5 francs.

V. La perception des droits résultant de la patente des trafiquants, de la patente des sociétés commerciales et des permis de récolte des produits végétaux dans les forêts domaniales est sans influence aucune sur le développement des plantations de rapport.

En résumé, il faut conclure que les exemptions nombreuses ont été prévues, dans notre législation fiscale, en faveur de l'agriculture. Si des encouragements nouveaux sont jugés nécessaires, le Gouvernement Colonial examinera toute suggestion à cet égard avec le désir de concilier les intérêts bien compris de l'Agriculture et ceux du Trésor colonial.

QUESTION P.

« Quelle est la valeur de notre monnaie pour le noir ? »

RÉPONSE.

La monnaie a, en Afrique, sa pleine valeur, et le noir la connaît parfaitement. La nourriture et 25 centimes par jour forment un salaire encore suffisant actuellement dans beaucoup de régions. Il est d'ailleurs dépassé considérablement dans beaucoup de cas, notamment dans l'industrie. Il faut d'ailleurs tenir compte de nombreux frais qui grèvent la main d'œuvre indigène tels que recrutement, transport, logement, soins médicaux, etc.

QUESTION Q.

« Quels sont les salaires payés au personnel noir dans les différentes concessions (plantations, entreprises minières, etc.) de la Colonie ? »

RÉPONSE.

Les salaires varient surtout d'après la région. Généralement l'employeur donne la nourriture au travailleur.

Au surplus, voici quelques chiffres de salaires attribués dans les industries minières et autres :

Union Minière : 20 à 25 francs par mois.

Chemin de fer du Katanga : 20 à 25 francs par mois.

Géomine : 10 à 12 francs par mois.

Coloniale de construction : 20 francs par mois.

Chemin de fer du Congo : 15 francs par mois.

Huileries du Congo Belge : 10 francs par mois (mais le récolteur peut arriver à fr. 1.20 par jour).

Ferme de Kapiri : 15 francs par mois.

Plantations Lacourt : 5 à 8 francs par mois.

Société du Mayumbé : 6 à 8 francs par mois.

Société anonyme belge pour le Commerce du Haut-Congo : 12 francs par mois.

Forminier : 10 francs par mois.

Il faut tenir compte des frais qui grèvent la main-d'œuvre noire : recrutement, voyage, logement, soins médicaux.

QUESTION R.

« La Section centrale estime qu'il faudrait diminuer le portage au Congo. En vue de cela elle attire l'attention du département des Colonies sur l'impérieuse nécessité de développer aussi rapidement que possible les moyens de communication dans le Congo. Le Ministre voudrait-il nous faire connaître :

- » 1° Les travaux réalisés ou en cours jusqu'à présent ;
- » 2° Ceux qui font actuellement l'objet d'études ;
- » 3° L'ordre dans lequel il compte effectuer les travaux qu'il considère comme les plus urgents ?

» Ces questions concernant en premier lieu les voies fluviales. Mais il n'est guère moins important d'étendre aussi par toute la colonie, la voirie terrestre, surtout les routes pour transport par automobiles ; de bien entretenir et d'améliorer celles qui existent déjà aujourd'hui.

» Les chemins de fer sont pour la Colonie d'une importance capitale. Actuellement, celle-ci a pour principale voie d'accès direct à la mer, la ligne de Léopoldville-Matadi. Il paraît de toute nécessité de lui créer de nouvelles issues sur l'Atlantique et sur l'Océan indien. Au fait des chemins de fer, le gouvernement colonial a-t-il une politique arrêtée ? N'estiment-ils pas qu'une entente économique avec les Puissances dont les possessions avoisinent le Congo belge est nécessaire, afin de créer un réseau qui soit à leur commun avantage ?

» Des négociations sont-elles entamées en vue de relier avec la ligne du Cap au Caire les voies ferrées de la Colonie ? »

RÉPONSE.

Les travaux réalisés pendant la guerre comprennent :

- 1° L'achèvement du chemin de fer du Katanga de Kambove à Bukama ;
- 2° L'achèvement du troisième tronçon Grands Lacs de Kabalo à Albertville ;
- 3° La construction du tronçon Matadi-Ango-Ango ;
- 4° La construction d'un port dans cette dernière localité ;

5° L'étude hydrographique du bief Kasai-Sankuru ;

6° L'étude hydrographique des biefs des Grands Lacs.

Les travaux qui sont l'objet d'études comprennent :

1° La construction des lignes ferrées indiquées dans les notes et documents sur la politique des chemins de fer publiés par le Ministère des Colonies ;

2° Le balisage du bief Kasai-Sankuru pour le rendre navigable aux unités de 1,000 tonnes ;

3° L'achèvement du port d'Albertville ;

4° La création d'un port à Kinshasa ;

5° La création d'un port à Ango-Ango.

Les autres travaux, de moindre importance, seront entamés dès que les circonstances le permettront.

VOIES DE COMMUNICATIONS TERRESTRES.

1°) Travaux réalisés ou en cours.

1°) Raccordement Ango-Ango en cours d'exécution ;

2°) Chemin de fer de Dolo à Bukama. Travaux suspendus durant la guerre ;

3°) Chemin de fer de Kabalo à Albertville. Terminés en 1915.

4°) Chemin de fer de Kambove à Bukama. Terminés en 1918.

5°) Route de Kilo au Lac Albert,

6°) Route de Kilo à Irumu,

7°) Route de Kilo à Moto,

8°) Route d'Elisabethville à Kasenga. Terminée.

} en cours d'exécution.

11°) Travaux faisant l'objet d'études.

Le chemin de fer de Dolo à Bukama.

Le chemin de fer de l'Uele.

Le chemin de fer de Stanleyville-Lac Albert.

La rectification tracé de chemin de fer de Matadi-Léo.

VOIES FERRÉES.

Nous possédons un réseau de 2,017 km. comprenant :

1° *Le chemin de fer Matadi-Léo*, 400 km., écartement 0.75.

Commencé en 1890, achevé en 1898.

Sa capacité limite est de 200,000 tonnes.

L'exercice de 1917 accuse un trafic de 89,165 tonnes.

La reconstruction est à l'étude. Elle supprimera les caractéristiques actuelles, permettant une exploitation plus économique et d'une capacité de transport suffisante pour faire face à tous les besoins de l'avenir.

2° *Les chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains* comprenant 753 km. de voie ferrée et 960 km. de voie fluviale.

La voie ferrée comprend trois tronçons :

- a) Stanleyville-Ponthierville, 123 km.;
- b) Kindu-Kongolo, 388 km.;
- c) Kabalo-Albertville, 273 km.

Commencé en 1903, le réseau fut terminé en 1918.

Le trafic de 1917 a été de 22.292 tonnes.

En renforçant le matériel roulant et les ponts, la capacité de transport de ce chemin de fer est presque illimitée (3,000,000 tonnes).

L'écartement est de 1 mètre.

3° *Chemin de fer du Katanga*, 727 km., écartement 1^m.07.

Commencé en 1909, la tête de ligne Bukama fut atteinte en 1918. Le Gouvernement projette de continuer la voie ferrée de Bukama jusque Kiabo pour éviter les difficultés de la navigation en saison sèche.

Pour 1917, l'exploitation accuse un trafic de 646,164 tonnes.

4) *Chemin de fer du Mayumbé*, 137 kilomètres.

Commencé en 1908, a été achevé en 1914.

L'écartement est de 0,613 m.

Le trafic en 1917 a été de 13,584 tonnes. On peut dire que la limite est atteinte. Pour adapter la puissance de cette voie à la richesse de la région qu'elle dessert il faudrait une nouvelle ligne, avec des caractéristiques plus normales et suivant un tout autre parcours.

En modifiant les pentes et courbes de la voie actuelle et en renouvelant tout le matériel usagé à l'excès, on pourrait arriver à augmenter sensiblement la capacité de transport, mais les conditions d'exploitation seraient encore trop onéreuses pour exploiter à des tarifs vraiment économiques qui, seuls, peuvent convenir à cette région.

On ne sait encore exactement où passera le chemin de fer du Cap au Caire, mais il coupera le transafricain de Dar-es-Salam à Boma et par le fait notre réseau y sera relié.

*
* *

Outre la ligne Léopoldville-Matadi comme accès direct à la mer, il y a celle du Cap et des ports de l'Afrique du Sud à Bukama, celle de Dar-es-Salam sur l'Océan Indien à Albertville et Kabalo, et on envisage une issue par Lobito Bay et une autre par le chemin de fer reliant le Congo au Nil.

Le Gouvernement colonial a une politique des chemins de fer bien déterminée dont les principes directeurs ne changent pas, mais dont l'exécution dépend évidemment des circonstances du moment.

Le Gouvernement ne manquera pas de se mettre en rapport avec les autres puissances possessionnaires avoisinant le Congo Belge dans le but de créer un réseau qui soit à leur commun avantage.

VOIES NAVIGABLES.

	Km.	Navigables aux :	
		Hautes eaux.	Basses eaux.
		Tonnes.	Tonnes.
Banana à Matadi	140	500 et plus.	
Lacs Albert-Édouard Kivu-Tanganyika-Moëro .		Idem.	
De Léopoldville à Stanleyville	1650	Idem.	
		Tonnes.	Tonnes.
De Léo à Lusambo	1225	500	200
De Léo à Lusanga	450	500	200
De Ponthierville à Kindu	320	500	—
De Kongolo à Bukama	640	500	précaire.
De Mushie à Inongo	300	200	35
De Nutu à Bumbuli	300	200	20
De Coquilhatville à Ingende	200	200	200
Idem à Abombimba	200	200	200
De Bumba à Mandungu	150	200	20
D'Irebu à Libenge	500	35	35
D'Ingende à Boende	200	35	35
D'Ingende à Waka	200	35	35
De Coquilhatville à Basankusu	200	35	35
Mandungu à Gô	100	35	20
Bandundu-Chûtes François-Joseph	350	20	20
Bata à Makoko	100	20	20
Lusanga à Kikwik	50	20	20
Basongo à Djoko-Punda	200	20	20
Bumbuli à Kole	250	20	précaire.
Waka à Bombomba	150	20	»
La Loile à partir de Waka	200	20	20
Watsi-Bole-Lokeri	200	20	20
Boende-Besoi	175	20	20
Boende Mondombe	175	20	20
Basankusu Simba	250	20	précaire.
Basankusu-Bokaw	150	20	»
Idem Pusu	220	20	»
Idem Befori	300	20	»
Giri-Bonkula	200	20	»
Mobeka-Libanza	150	20	»
Gô à Buta	110	20	»
Basoko à Yambuya	120	20	»
Isangi-Bena-Kamba	350	20	»
Eibombo-Kasongo	150	20	20

Des unités de cinq tonnes et moins assurent le trafic sur environ treize petits parcours aux sources des rivières.

Le service hydrographique réorganisé en 1915 a terminé les études des sections ci-après :

Banana-Matadi;

Léopoldville-Stanleyville;

Le Kasai-Sankuru;

L'Aruwumi jusque Yamboya.

Faute de personnel suffisant, d'autres études n'ont pu être entreprises, mais

le Gouvernement est décidé à continuer l'étude de tout le réseau fluvial afin de pouvoir se rendre compte exactement des travaux nécessaires pour étendre l'exploitation des voies navigables.

Ci-joint un tableau montrant les études hydrographiques déjà faites.

* *

Les moyens d'exploitation des cours d'eau étudiés ont été augmentés dans la mesure du possible pendant les années de guerre.

Le Gouvernement a un programme bien déterminé qui augmentera considérablement la capacité de transport de la flottille et intensifiera l'exploitation.

Cartes publiées par le nouveau service hydrographique 1915 à 1918

BAS-CONGO

N° d'ordre	Spécifications	Échelle	Année
1	Rade de Boma (Shinkengue à Monolithe)	1/3.000	1916
2	Embouchure « rivière des Crocodiles » — Projet de régularisation de la « rivière des Crocodiles »	1/1.000	1916
3	Passé de Fétish-Roock (de Cap Fétishö-Roock à Pointe Penfold).	1/3.000	1918
4	Rade d'Ango-Ango (de Noqui au Chaudron d'Enfer)	1/2.500	1918
5	Le Fleuve Congo (Ile des Princes à Pointe Penfold aux plaines de Congo Yella)	1/10.000	1918
6	Tableau synoptique et diagrammes des crues, marées et courants du Bas-Fleuve		
7	Rade de Banane		

HAUT-CONGO

N° d'ordre	Spécifications	Échelle	Année
8	Reconnaissance Haut-Fleuve (Léopoldville à Stanleyville)	1/50.000	1916-1917
9	Reconnaissance Kasai-Sankuru (Basongo à Pania-Mutombo)	1/25.000	1916
10	Reconnaissance Aruwimi (Basoko à Yambuya)	1/50.000	1917
11	Reconnaissance Kasai (Kwamouth à Basongo)	1/25.000	1916
12	Chenal des Pierres (amont de Dima)	1/3.000	1916
13	Rade de Kinshasa (Calina à N'Dol-Boasses eaux 1916)	1/5.000	1916
14	« Atterrages d'Albertville » — Tanganyika	1/5.000	1917
15	Rade de Kinshasa (Calina à N'Dolo) aux hautes eaux 1915-1916.	1/3.000	1915-1916
16	Courants devant Kinshasa (hautes eaux 1915-1916)	1/5.000	1915-1916
17	Courants devant Kinshasa (basses eaux 1916)	1/5.000	1916

Lignes télégraphiques et téléphoniques.**Réseaux existants :****URBAINS : Boma-Kinshasa-Elisabethville.**

Le Gouvernement a décidé de les compléter. Les études sont terminées depuis 1916. L'exécution a été retardée parce que le Gouvernement n'a pu se procurer le matériel nécessaire.

SUBURBAINS : Bas-Congo, Moyen-Congo et Equateur.

	Km.
Banana-Boma-Matadi-Kinshasa-Léopoldville, longueur	545
Boma-Tshela	157
Léopoldville-Coquilhatville	700

Province orientale.

Stanleyville-Ponthierville	125
Kindu-Kongolo	335
Kabalo-Albertville	271
Kasongo-Uvira	400

En construction : -

Kilo-Moto	225
Kilo-Lac	120
Kilo-Irumu.	60

Katanga :

Sakania-Elisabethville	235
Elisabethville-Bukama	475

Total des réseaux suburbains existants 3.666

Télégraphie sans fil.

Il existe un réseau complet comprenant les stations ci-après :

Banana-poste côtier ;

Boma - Kinshasa - Coquilhatville - Basankusu - Umangi - Basoko - Stanleyville - Kindu - Kongolo - Albertville - Kikondja - Elisabethville - Lusambo et Kilo.

1° En projet, une station intercontinentale destinée à relier la Colonie à la Métropole.

2° Renforcement de la puissance des Postes de Boma, Coquilhatville et Elisabethville.

Voies terrestres.*Routes existantes.*

	Km.
1. Buta-Bambili, exploitée par un service automobile, longueur.	225
2. Elisabethville-Kasenga	212
3. Tumba-Kitobolo, route agricole	17
4. Kilo-Lac Albert	120
5. Plusieurs tronçons de routes agricoles au Katanga d'une longueur de	45

En projet.

Route Stanleyville-Lac Albert 800

Le matériel est sur place. Les études ont été arrêtées faute de personnel.

QUESTION S.

« Un membre désirerait des explications au sujet du projet Goldschmidt relatif aux transports par eau. »

RÉPONSE.

Le Gouvernement a été saisi par M. Goldschmidt de deux demandes de concession :

- 1° Les bateaux glisseurs;
- 2° Les bateaux amphibies.

a) *Les bateaux glisseurs.*

Le projet a été soumis au Gouverneur Général qui a démontré par un apport très documenté que cette proposition était financièrement impossible en tenant compte, d'une part, des frais à exposer, d'autre part, des besoins de transport à envisager.

b) *Les bateaux amphibies.*

La question a été soumise au Conseil des Ministres.

Le 27 juillet 1917, M. Goldschmidt a renoncé à continuer les négociations pour des motifs de non-entente avec son groupe financier.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 AUGUSTUS 1919.

Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch Congo
voor het dienstjaar 1919 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LE PAIGE.

MIJNE HEEREN,

't Is de eerste maal sedert vijf jaar dat de Kamer geroepen wordt om te stemmen over de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch Congo.

Ondertusschen heeft de Kolonie, evenals België, de harde oorlogsbeproevingen doorgemaakt, en evenals het Moederland is zij er roemvol en zegevierend doorheen gekomen.

Ons koloniaal leger heeft niet alleen de grenzen van Belgisch Congo beschermd en deze van Engelsch Rhodesië verdedigd tegen de invallen van den vijand; na menigvuldige en harde veldslagen heeft het zijn vaandel diep in de Deutsche bezittingen van Kameroen en Oost-Afrika gebracht tot aan den Indischen Oceaan. Het had te strijden tegen een tegenstander gevormd door eene strenge tucht, aangevoerd door geoefende en dappere officieren, die tevens sterker was door wapenen en dikwijls door manschappen. Na den oorlog tegen de Arabieren, die voorgoed een einde maakte aan den slavenhandel in het Congobekken, na de nederlaag der Mahdisten, die het gevaar van een Musulmanschen inval afveerde, schreef het in de Annalen van Belgisch Afrika eene nieuwe roemvolle bladzijde.

Wij hoorden wel eens, in ons land, de vrees uitdrukken door menschen die weinig voelden voor nieuwigheden, in den vreemde, dikwijls door menschen gedreven door hebzucht, dat het prachtige erfdeel door

(1) Begrooting, n^o 34.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Le Paige, Thienpont, Briart, Ernest, Berloz, Haussens.

Leopold II aan België vermaakt, voor ons een al te zware last zou zijn en niet in verhouding met onze economische macht; en nu zien wij, bij het eindigen van den oorlog die het, naar de plannen van den vijand, moest vernietigen, dat dit erfdeel sterker in ons bezit is, en bloeiender dan vroeger.

Het is ons eene plicht onze bewondering en onze dankbaarheid uit te drukken jegens generaal Tombeur en al de dappere officieren die het leger ter zege leidden, en jegens die talrijke vrijwilligers, soldaten der Europeesche slagvelden, naar Afrika toegesneld om daar nog het vaderland te dienen en nieuwen roem te zoeken. Eere ook aan de trouwe en verknochte zwarte soldaten, zoo volhardend in de beproeving, zoo waardig van hunne oversten door hun kloeken moed en die bewijs leverden van ware militaire eigenschappen!

Laten wij in deze lofbetuiging het bestuur van de Kolonie zelf niet vergeten. Het kweet zich alleen van de zware taak, de Openbare Macht tot strijdende troepen herin te richten met hunne onmisbare reserves, de talrijke velddiensten tot stand te brengen, naar een ver gelegen front de bevoorradingsmiddelen en munitie, alsmede een aanzienlijk oorlogsmaterieel over te brengen, naar het Tanganyka-meer al het materieel tot het bouwen eener nieuwe haven te vervoeren, er eene vloot en watervliegtuigen op te stellen en uit te rusten, die weldra hunne meesterschap deden gelden.

En ten slotte brengen wij diepe hulde aan den Minister van Koloniën, den achtbaren heer Renkin. Dank zij dezes krachtdadigheid en onvermoeibare bedrijvigheid, ontbrak geen enkel der hulpmiddelen die noodig waren om den oorlog in Afrika te winnen. Het is louter rechtvaardigheid te zeggen dat wij aan hem een zeer groot deel onzer overwinningen te danken hebben.

BEGROOTING.

Het ontwerp van Begrooting van Belgisch Congo, ingediend door den achtbaren heer Renkin voor het dienstjaar 1919, was voor de Kamer eene groote en aangename verrassing.

Wij waren meest allen nog onder den ongerusten indruk die ons gelaten werd door het aanzienlijk tekort voorzien voor het dienstjaar 1914, ondanks het aanstekelijke vertrouwen waarmee de Regeering ons het nalen van meer voorspoedige jaren aankondigde.

De Begrooting voor 1914 sloot met een tekort van 21 1/2 miljoen, daar de ontvangsten enkel geraamd waren op drie vijfden van de gewone uitgaven. De ramingen voor 1919 voorzien eene ontvangst die de uitgave lichtelijk overschrijdt, dus evenwicht in de begrooting.

Wij onderzoeken verder deze ramingen. Maar eerst denken wij te moeten spreken over den gansch nieuwen vorm waarin zij worden voorgelegd.

VORM VAN DE BEGROOTING.

De vorm van de Begrooting voor 1914 werd behouden voor de Begrootingen van 1916 en van 1917. (In 1918 bepaalde de Regeering zich bij het vernieuwen van de credieten en ramingen van het voorgaande jaar.)

Maar in 1918 ondergingen de hoofdstukken der Begrooting een grondige wijziging, waaraan slechts amendementen van minder belang werden toegevoegd in de Begrooting voor 1919.

Daar de vorige Begrooting niet aan de Kamerleden werd medegedeeld, oordeelde de Middenafdeeling het nuttig, het volgend uittreksel uit de Memorie van Toelichting van dit document over te nemen :

» De hervorming van het bestuur, beslist op den vooravond van den » oorlog en verwezenlijkt in den loop van dezen, heeft de Regeering ertoe » geleid de rol van de verschillende klassen van ambtenaren nauwer te » bepalen.

» Nu de oorlog in Oost-Afrika tot een gelukkig einde kwam, is het oogen- » blik gekomen om de bijzondere kaders voor elk der diensten aan te vullen.

» De belangrijkheid en de kosten van deze hebben toegenomen en zullen » ongetwijfeld blijven toenemen met de algemeene ontwikkeling der » Kolonie. Het schijnt van nu af aan een vereischte, de uitgaven die tot elk » van hen behoren te groepeeren en afzonderlijk te vermelden op de » begrooting. Aan iedere afdeling, aan ieder onderdeel van het Bestuur » worden aldus credieten van verschillenden aard verleend.

» Wat volgens de klassieke leer daartegen ook aangevoerd werd, werd » de vorm der afzonderlijk toegevoegde Begrootingen voor sommige » diensten aangenomen.

» Het geldt bijzondere diensten waarvan men moet vaststellen niet enkel » de kosten, maar ook de werkelijke opbrengst, en waarvan het personeel » door zijn bedrijvigheid en zijn technische vaardigheid meer doelmatig » invloed kan uitoefenen op het voortbrengingsvermogen. In die toegevoegde » Begrootingen worden de ontvangsten naast de uitgaven geplaatst. Het » saldo wordt gebracht op de Begrooting van 's Lands Middelen als zuivere » opbrengst van den dienst, of op de Begrooting der gewone uitgaven, als » toelage van de Koloniale Schatkist, volgens de gunstige of ongunstige » balans van de toegevoegde Begrooting.

» De maat, naar dewelke iedereen deelneemt in de lasten of de inkomsten » van de Kolonie, wordt aldus in het licht gesteld; de aangestelden bij de » verschillende diensten en hun personeel kunnen en moeten zich reken- » schap geven van hunne verantwoordelijkheid. Men kan daaruit een » grooter wedijver verwachten om op de uitgaven te bezuinigen en om de » inkomsten te verhoogen.

» Het is ook te voorzien dat deze bijzondere indeeling der Begrooting » over de diensten, waardoor de samenhoorigheid der beambten die er zijn » aan verbonden sterker wordt, een vruchtbaar particularisme zal doen » ontstaan, en dat de gewestelijke decentralisatie op heilzame wijze zal aan- » gevuld worden door het specialiseeren der diensten. Dit brengt ons dus » weer een stap verder op den weg der decentralisatie waar de Regeering » toe besloten is overeenkomstig de inzichten van den Koning en van de » Wetgevende Kamers.

» Het zal later misschien nuttig geoordeeld worden, aan de Provinciën en » aan zekere diensten rechtspersoonlijkheid te verleenen.

» Bij de gegevens voor de kosten van een dienst moet men rekenen
» het onderhoud van de daarbij behorende gebouwen en materieel,
» evenals de financiële lasten (interesten en aflossingen) betreffende dit
» vermogen, gewoonlijk tot stand gebracht door middel van leenings-
» fondsen. Ofschoon het niet de gewoonte is in zulke bijzonderheden te
» treden voor de comptabiliteit van de Begrooting, schijnt het toch nuttig
» ze in rekening te brengen, niet alleen voor de diensten die in verschil-
» lende verhouding het karakter dragen van nijverheids-, landbouw- of
» handelsondernemingen, maar zelfs voor de loutere bestuursdiensten.
» Indien het klaarblijkelijk noodig is nauwkeurig den wezenlijken kosten-
» den prijs te kennen van het kilogram fijn goud uit een erts getrokken, of
» van de ton vervoerde waar, blijkt het niet nutteloos er op te wijzen dat
» de uitbreiding der gebouwen van het bestuur, behalve de uitgave één-
» maal op de buitengewone begrooting gebracht, jaarlijksche lasten van
» aflossingsinterest en van onderhoud medebrengt, die natuurlijkerwijze den
» dienst moeten bezwaren.

» De Congoleesche schuld bereikt thans een belangrijk cijfer; men moet
» hare aflossing niet uit het oog verliezen. Zoo het niet mogelijk is deze
» schuld te verminderen zoolang de Begrooting met een tekort sluit, is het
» dan toch wenschelijk, op het oogenblik dat een tijdperk van winst binnen-
» kort te voorzien is, de minimum-hoeveelheid aan te duiden waarmede ze
» zou moeten verminderd worden om, van jaar tot jaar, een gelijkwaardig
» actief op de balans van de Kolonie te vinden.

» Die balans zal voor de eerste maal vastgesteld worden op 31 Decem-
» ber 1917. »

Deze merkwaardige hervorming juichen wij van harte toe.

Niets kon ons beter inlichten over den gang der verschillende onderdeelen onzer Kolonie dan de bijzonderheden van boekhouding die nauwkeurig hare verrichtingen weergeven, evenals de lasten die zij aan de Koloniale Schatkist opleggen en de geldmiddelen die zij hun aanbrengen. Slechts op die wijze kan het Parlement doelmatig zijn hoog toezicht uitoefenen op het beheer van ons koloniaal bezit en, zoo noodig, de Regeering met zijne raadgevingen bijstaan.

De nieuwe begrooting stelt niet enkel in het licht den omzet der fondsen van de Kolonie, maar door in de rekeningen tevens de comptabiliteitsgegevens betreffende de stoffen te begrijpen, laat zij toe het verbruik en het opslaan der goederen na te gaan, alsmede het geregeld verkoopen der voortbrengselen van de domaniale ondernemingen. De verschuldigde of te innen sommen op 1 Januari worden afgetrokken van de uitgaven of de heffingen van het jaar; deze, waarvoor de Schatkist schuldeischer of schuldenaar blijft op 31 December, zijn er in begrepen. Op die wijze komt de nauwkeurige toestand der financiële bedrijvigheid van ieder jaar duidelijk aan het licht in de ramingen zooals in de rekeningen.

Het is duidelijk dat de uitslagen van twee dienstjaren zouden vervalscht zijn, indien bijvoorbeeld, ten gevolge van toevallige oorzaken, aanzienlijke zendingen goud waren vertraagd en indien de waarde van dien voorraad de

ontvangsten verhoogde van het jaar waarin hij werd verkocht ten nadeele van het jaar waarin hij werd voortgebracht. De bevestiging der begrootingsramingen moet niet ondergeschikt zijn aan dergelijke mogelijkheden.

De omslag van de lasten der schuld is bijzonder belangwekkend. Wanneer wij naast de uitgaven, die de gevestigde en de vlottende schulden aan de Schatkist opleggen, het aandeel plaatsen dat toekomt aan elk dezer diensten, dan wijst de Begrooting aan hoe en in hoeverre de leeningsfondsen productief zijn, terwijl zij terzelfdertijd de wezenlijke kosten der bestuursdiensten en der industriele diensten bepaalt.

De geheele begrooting voor 1919 is derwijze opgevat dat de rekening, waarvan zij enkel de vervroegde tabel is, naar de woorden van den achtbaren heer Renkin in zijne Toelichting eene « Winst- en Verliesrekening » van de Koloniale Schatkist uitmaakt, bestemd om de jaarlijksche balans aan te vullen. Deze laatste toont ons van jaar tot jaar den financiëleen toestand der kolonie aan, zooals de eerste ons inlicht over de verrichtingen die werden gedaan in den loop van het jaar of die per slot van rekening dezen toestand gewijzigd hebben.

Wij hopen dat de Regeering zonder verwijl aan de Kamer deze balansen en rekeningen zal overleggen.

De heer Renkin wijst er ons op, dat de omstandigheden voortvloeiend uit den oorlog de volledige regeling van de nieuwe comptabiliteit, welke de uitvoering van die nauwkeurige begrootingen noodig maakt, hebben vertraagd.

Dit is voorzeker eene gewettigde verontschuldiging, en wij stellen vertrouwen in de Regeering. Eens de wapenstilstand geteekend, moet het teruggenomen personeel onverwijld naar Afrika zijn teruggezonden geworden.

De Kamer zal ook verlangen dat de tegenwoordige vorm behouden blijve, ten minste voor een voldoende getal dienstjaren, om gemakkelijk nuttige vergelijkingen te kunnen maken en om het werk der comptabiliteit door de verkregen ondervinding te verlichten.

BALANS OP 31 DECEMBER 1917.

Zoo de Begrooting is ingedeeld met het oog op de jaarlijksche balans, verschaft deze anderzijds de grondslagen tot schatting voor sommige der begrootingsramingen, met name voor de lasten van de Schuld aangeschreven op de onderscheidene diensten. Men moest dus als uitgangspunt voor de nieuwe comptabiliteit eene aanvangsbalans (inventaris), eene ingangsbalans vaststellen.

Eene balans van de Kolonie, of juister gezegd van de Koloniale Schatkist, werd opgemaakt op 31 December 1917. Zij wordt als bijlage aan deze begrooting toegevoegd. De bijzonderste posten zijn ontleend in de tabellen gevoegd bij dit stuk en de modellen van de staten, waarvan de bewerking de cijfers heeft opgeleverd die daarop zijn vermeld, laten toe te oordeelen over de wijze waarop de inventariswaarden werden bepaald.

De Middenafdeling rekent het zich ten plicht hulde te brengen aan den

Gouverneur-Generaal en aan zijne medewerkers voor de wijze regeling en de krachtadigheid waarmee dit groot werk in vollen oorlog tot een goed einde werd gebracht.

De schattingen, op het actief gebracht voor de middelen tot uitrusting der Kolonie, werden klaarblijkelijk met de uiterste gematigdheid opgemaakt.

De gebouwen, het materieel, de spoorwegen, de vloten werden geschat aan den kostenden prijs van vóór den oorlog, waarbij rekening werd gehouden met hun staat van beschadiging of van verval.

Voor het weggennet werden enkel de wegen van meer dan drie meter breedte in rekening gebracht.

De goudmijnen, wier opbrengst voor dit jaar wordt geschat op 10 millioen 250,000 frank, zijn in de balans opgenomen slechts voor 8,250,000 fr. ; de ontdekte rijkdommen, meer dan voor 70 millioen frank goud, waarvan men natuurlijk de kosten van behandeling en van teghlemaking moet aftrekken, worden slechts pro memorie vermeld.

Slechts op 66 millioen wordt de portefeuille berekend, bevattend namelijk ongeveer 95 t. h. der aandelen van den Katanga-spoorweg, meer dan de helft van het kapitaal der « Société Forestière et Minière » en 19,2 t. h. van de aandelen der « Union Minière du Haut-Katanga », wanneer deze laatste deelneming alleen, tegen den tegenwoordigen koers der Beurs, bijna 90 millioen vertegenwoordigt.

Wil dit zeggen dat de balans onnauwkeurig is, daar het crediet onderschat wordt ? Voorzeker niet.

Het passief, dat te zamen 556 millioen bedraagt, vertegenwoordigt het kapitaal toevertrouwd aan de Koloniale Schatkist ; het actief duidt in bijzonderheden de bestemming dier fondsen aan, evenals de beschikbare gelden (gelden in kas, invorderbare schulden, goud en andere voorradige producten). De bedragen van het passief doen het totaal der sommen kennen welke de Kolonie verschuldigd is ; de op de balans gebrachte posten van het actief zijn slechts een gedeelte van wat haar vermogen uitmaakt, na schatting tegen den kostenden prijs.

Maar de werkelijke som van dit vermogen overschrijdt met eene aanzienlijk bedrag het totaal van de schulden der Kolonie. Buiten de waardevermeerderingen waarop hooger werd gewezen, is er nog het aanzienlijk vermogen, vertegenwoordigd door de domaniale bezittingen, gronden, mijnen en andere natuurlijke hulpmiddelen die enkel pro memorie zijn aangegeven. Een deel van deze reserves komt echter op de balans voor : 88 millioen zijn er op aangeschreven onder de hoofding : « uitrusting en bewapening der openbare macht en fondsen voor eerste bezetting ».

Volgens de geleverde verklaringen dient een aanzienlijk gedeelte van dien post voor de uitrusting van de openbare macht ; maar de Regeering heeft geoordeeld, en wellicht met reden, dat een al te omstandig bekendmaken van het verdedigings- en oorlogsmaterieel niet gelegen voorkwam.

Die post vertegenwoordigt bovendien de kosten van eerste bezetting der Kolonie, gelijkstaande met de kosten van inrichting der private ondernemingen, m. a. w. het bedrag van het passief naar verhouding van

hetwelk de leeningsfondsen niet werden gebruikt tot het bouwen van vaste goederen.

« Hij heeft, zooals de Memorie van Toelichting zegt, als contrapost het » onstoffelijk vermogen van het koloniaal beheer : eerste bezettingskosten, » uitgaven voor hygiëne, onderwijs en documentatie, wetenschappelijke » opsporingen, ontwerpen van spoorlijnen, zendingen voor hydrogra- » phische, cartographische en afbakeningswerken, enz. »

Drie andere posten van het actief vergen eene bijzondere vermelding :

1° De voorschotten gedaan aan de ondernemingen van openbaar nut (bijzonder Comiteit van Katanga en Spoorwegmaatschappijen). Zij bedragen in 't geheel 61 1/2 miljoen. Dit bedrag, zooals de Memorie van Toelichting zegt, omvat namelijk de fondsen die de Regeering gedurende den oorlog heeft moeten voorschieten aan de Spoorwegmaatschappij van Beneden-Congo in Katanga, tot het voltooien van den spoorweg die het Zuid-Afrikaansch net verbindt met den bevaarbaren Congo-stroom, en het aanleggen van de spoorwegen van Kabalo naar het Tanganykameer.

De buitengewone belangrijkheid dezer werken ten aanzien van den goeden uitslag der veldtochten in Afrika en van de uitbreiding der Kolonie schijnt ten volle de voorschotten te rechtvaardigen, die aldus werden gedaan aan maatschappijen welke ten gevolge van de gebeurtenissen belet waren over te gaan tot kapitaalverhooging. De Regeering zal ongetwijfeld zorgen voor de terugvordering dezer voorschotten, zoodra de beursvoorwaarden aan de schuldebbende maatschappijen toelaten de vereischte uitgaven te doen.

2° De nalatenschap van Koning Leopold II, die de Kolonie opeischt, wordt in de balans opgenomen voor 40 miljoen.

Zij komt daarin voor als eene schuld ten laste van de Belgische Schatkist.

Heeft deze ooit uitdrukkelijk deze schuld erkend? Het zou misschien wenschelijk zijn dat de Kamer geroepen werd daarover uitspraak te doen, na de Ministers van Koloniën en van Financiën gehoord te hebben.

Het lijdt geen twijfel dat de fondsen van deze nalatenschap tot het verschuldigd bedrag den contrapost uitmaken, met andere woorden, de delging van de schulden der Kolonie.

Met de bijhoorigheden, de interesten te voegen bij de hoofdsom, moest de nalatenschap, schijnt het, het cijfer van 40 miljoen, in de balans opgenomen, overschrijden. Vermelden wij daarbij dat in de bijlage van de begrooting der Schuld geene enkele ontvangst wordt voorzien, tenzij voor de kosten voortvloeiende uit deze nalatenschap.

3° Eene schuld ten laste van de Oorlogsrekening geschat op 120 miljoen.

Eene nota gevoegd bij het Begrootingsontwerp geeft de indeeling van de oorlogskosten der Kolonie tot op 30 Juni 1918. De uitgaven werden op dien datum geschat op ongeveer 151 miljoen. Wij moeten er uit afleiden dat, eens de vijandelijkheden in Afrika voor ons geëindigd, de oorlog-uitgaven voor het eerste trimester van 1918 slechts 11 1/2 miljoen hebben bedragen. Voor die tijdruimte vloeiden zij hoofdzakelijk voort uit het beheer der Oost-Afrikaansche gebieden, door de Belgen bezet. In de rekening van 120 miljoen wordt geen onderscheid gemaakt tusschen die bestuurskosten

en de eigenlijk gezegde oorlogskosten. Om de kosten te dekken van deze verrichtingen, die de Congoregeering bij opdracht en voor rekening van België heeft beheerd, hebben de geallieerde Mogendheden de geldsommen voorgeschoten aan de Belgische Schatkist, die op hare beurt gedeeltelijk de Kolonie heeft ontlast. Uit de balans blijkt dat, op 31 December 1917, de Kolonie, voor eene gezamenlijke uitgave van 120 millioen, 7 millioen had ontvangen van de Engelsche overheden in Oost-Afrika en 83 millioen van de Belgische Schatkist. Zij had 28 millioen bijgebracht door voorafnemingen op hare eigen inkomsten.

De post der schulden ten laste van de oorlogsrekening is van volstrekt voorbijgaanden aard. Zoodra hij bepaald vastgesteld is, zal die rekening moeten aangezuiverd worden door de Belgische Schatkist, namens welke zij werd beheerd en die harerzijds de voorschotten in ontvangst heeft genomen, welke haar door de geallieerden werden gedaan vóór 1 Januari 1919.

Afgezien van de rekeningen voor order (33.200,000 fr.) en van de voorschotten (91,930,442 fr.) die op de rekening « oorlog » moeten gebracht worden en die geene schulden van de Kolonie uitmaken, bedraagt het passief van de Koloniale Schatkist op 31 December 1917 slechts 409,021,212 frank.

Het onderzoek van de balans en van de bijlage V, eraan toegevoegd, toont aan dat dit passief op betrekkelijk verren datum moest vereffend worden, tot een beloop van 310,523,968 frank. In dit bedrag kwam de gevestigde schuld voor ten beloope van 173,540.200 frank; het pensioenfonds der Spaarkas, waar gewoonlijk de inkomsten de uitgaven overschrijden en die aldus om zoo te zeggen altyddurende schulden uitmaken, ten beloope van 13.000,000 frank, en leeningen aangaan bij de Fransche en Engelsche Thesaurie, onderscheidenlijk ten beloope van 80,231,400 frank en 54,732,368 frank. De eerste dier leeningen vervalt op 13 Februari 1923, de Kolonie heeft de keuze de terugbetaling van de tweede te verdagen tot tien jaar na de voorafnemingen.

Laten wij daarbij opmerken dat de Regeering er wel voor gezorgd heeft, in te schrijven op het passief met verwijderden vervalldag de nominale waarde van het gemunt geld, waarvan de wezenlijke waarde op het actief is gebracht.

De eigenlijk gezegde vlottende schuld bedroeg 31,523.478 frank, waarvan 27.733,000 frank Schatkistbons betaalbaar te Brussel. De invorderbare schulden bedroegen 43,448,301 frank; zij bestonden hoofdzakelijk uit vervallen coupons die de houders in bezet België niet ter betaling konden aanbieden.

Het beschikbaar vermogen van 45,578,100 frank overschreed het bedrag der invorderbare schulden. Ten aanzien van hare leeningen bij de Fransche en Engelsche Thesaurie (133 millioen) kon de Kolonie hare schulden, die invorderbaar waren vóór den vervakermijn van deze leeningen, plaatsen ten laste van de Belgische Schatkist, van het Bijzonder Comité van Katanga en van de Spoorwegmaatschappijen (129 1/2 millioen).

Zoo de Schatkistbons niet moesten vernieuwd worden, beschikte de

Koloniale Schatkist, om hare vlottende schuld terug te betalen, desnoods over 1,400,000 p. s., een saldo dat niet werd voorafgenomen van het crediet haar door de Britsche Regeering geopend.

De balans, die ons wordt overgelegd, bewijst dat de Kolonie belangrijke hulpmiddelen bezit. Het is eene veelbelovende onderneming. Men begrijpt het elders zoo goed als in België.

Het onderzoek van de ramingen der begrooting bevestigt deze besluiten.

BEGROOTING DER MIDDELEN.

In de begrooting voor 1914 werden de ontvangsten geraamd op 30,431,276 frank.

In het ontwerp van Begrooting der Middelen voor 1919 bedragen zij 48,838,350 frank.

Maar in dit laatste cijfer is de opbrengst van de mijnen, van de douanen en de portefuïlle slechts begrepen voor het overschot der ontvangsten, na aftrek der lasten; zijn er niet in begrepen de ontvangsten der gespecialiseerde diensten, voor dewelke de begrootingsramingen met een tekort sluiten, ingeschreven op de begrooting der uitgaven. Uit dien hoofde zou men, om de twee ramingen te vergelijken, bij deze van 1919 ongeveer 17 miljoen moeten bijvoegen.

De ramingen der ontvangsten zijn dus meer dan verdubbeld sedert de voorgaande begrooting die door de Kamer werd onderzocht. Zijn deze, die ons thans worden voorgelegd, al te rooskleurig opgevat?

Om er met volle kennis van zaken te kunnen over oordeelen, zouden wij de rekeningen van de dienstjaren 1916 en 1917 onder de oogen moeten hebben. Wij zouden ook de nieuwe ontvangsten moeten kennen, die de decreten van December 1917 (de belasting op den ongebouwen eigendom en vooral de heffing van 3 t. h. op al de uitgevoerde producten) sedert verleden jaar aan de Schatkist verschaffen.

Maar voor de hoofdontvangsten schijnen de gegevens, die ons werden verschaft, de ramingen te rechtvaardigen. Dit is namelijk het geval voor de inlandsche belasting, voor de douanen en voor de mijnen.

De Middenafdeeling geeft akte aan de Regeering van de verklaring (Memorie van Toelichting, bladz. 9, slot), dat de voorziene vermeerdering der opbrengst van de inlandsche belasting een gevolg zal zijn van de vermeerdering van het aantal belastingplichtigen. Zij onthoudt ook dat de winst, verwezenlijkt op inlandsche producten, zal gebruikt worden voor uitgaven die rechtstreeks ten goede komen aan de voortbrengende bevolkingen. (Memorie van Toelichting, bladz. 12).

De opbrengst van de Portefuïlle wordt geschat op 6 1/2 miljoen tegen 35.000 frank in 1914, en dit is een van de voornaamste vermeerderingen der ontvangsten. Sedert 1914 zijn de maatschappijen, waarin de Kolonie de belangrijkste aandeelen bezit, l'Union Minière, la Société Internationale Forestière et Minière en de Spoorwegen van Katanga, tot het tijdstip van winst gekomen. De balans van 31 December 1919 wijst op het inzicht van de

Regeering om de dividenden, die deze Maatschappijen zullen uitkeeren voor de jaren 1917 tot 1919, te verdeelen over deze drie dienstjaren, met toepassing van de beginselen der pas ingevoerde comptabiliteit. Zelfs met een dergelijken omslag schijnt de raming voor 1919 niet overdreven.

Twee ramingen zullen, naar alle waarschijnlijkheid, ruimschoots overschreden worden : die van 500,000 frank voor het patentrecht der handelsmaatschappijen (art. 4) en die van 50,000 frank voor de wisselwinst (art. 23).

Betreffende de eerste vraagt een lid zich af, of er niet zou kunnen gedacht worden aan eene belasting op de maatschappijen die in Congo zaken doen? Wat de wisselwinst betreft, zal de verkoop van het goud, naar het schijnt, eene aanzienlijke meerdere waarde opbrengen, hetzij ongeveer 20 t. h. van de waarde der verzendingen geschat op wezenlijk pari.

Bij gebrek aan eene begrooting van buitengewone ontvangsten stappen wij heen over de inschrijving, op de Begrooting der Middelen, van de opbrengst der verkooping van landbouwstations (art. 13, litt. B, 120,000 frank.) Verliezen wij echter niet uit het oog dat dit eene uitzonderlijke heffing is.

De ontvangst van 4,700,000 frank, gebracht op artikel 3 van de Bijbegrooting van de Openbare Schuld voor interest van fondsen aan derden voorgeschoten, draagt eveneens een uitzonderlijk karakter. Zij zal verdwijnen met het terugvorderen der voorschotten, die ten andere de uitgaven van den dienst der Schuld met een minstens gelijk bedrag zal verminderen.

Over het geheel nochtans blijkt de aangroei der ontvangsten voort te vloeien uit normale en duurzame bronnen. Voor de eene of andere raming kan er misrekend zijn, maar over het algemeen schijnen de ramingen wel geëvenredigd te zijn aan de uitbreiding van de financieele bedrijvigheid der Kolonie.

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN.

De ramingen der uitgaven zijn derwijze gegroespeerd dat de kosten van elk der diensten duidelijk in 't licht treden.

Deze manier om de uitgaven van de Kolonie voor te stellen biedt het tweevoudig voordeel aan, de Uitvoerende Macht de gewenschte ruimte te laten, samen met de bevoegdheid voor den wetgever contrôle uit te oefenen over de betrekkelijke belangrijkheid der verschillende diensten en over het aandeel voor hetwelk zij tusschenkomen in de geheele som der bestuurslasten.

In de begrooting voor 1914 werden de wedden van en de vergoedingen aan het personeel van alle diensten op een artikel gebracht, dat het onderwerp uitmaakt van een crediet van 18 1/2 miljoen, 't zij ongeveer 2/3 van de geheele begrooting.

Welnu, het is voorzeker niet onverschillig of de Gouverneur-Generaal, bijvoorbeeld, den dienst der Secretariaten vermeerdert ten nadeele van het personeel der Financiën, of het aantal beambten van Boma vermeerdert ten koste van de kaders der provinciën en districten. Maar het komt er al

weinig op aan, of de Landbouwdienst, bijvoorbeeld, zijne proefvelden voortzet door middel van een klein getal Europeesche agenten en van meer zwart werkvolk, of omgekeerd; de verhouding zal veranderen volgens den aard der proefnemingen. Dat men aan de Regeering de vrijheid late meer mechanische werktuigen te gebruiken, met vermindering van het personeel, zoo de globale som der uitgaven niet vermeerderd wordt. De bepaling van het koninklijk besluit van 19 Februari 1918, betreffende den vorm der begrootingen, kan niet toegepast worden op Congo, en het schijnt ook niet geraden de toepassing ervan tot de koloniale begrooting uit te breiden.

Om de ramingen voor 1919 te vergelijken met deze voor 1914, moeten wij terzij laten de interesten en aflossingen betreffende de uitrusting vereischt door de diensten, evenals de bijdragen voor het pensioenfonds en de kosten van posten, telegraaf en telefoon, die daarop redelijkerwijze worden in rekening gebracht.

De begrooting der gewone uitgaven voor 1914 bedroeg 51.536,000 frank. De ramingen voor 1919 zijn vastgesteld op 48,524,486 frank. Maar ter vergelijking moeten wij rekening houden met de uitgaven op de bijbegrootingen gebracht en terzij laten de winsten bedoeld in voorgaande lid.

Om de twee cijfers te vergelijken, zou men feitelijk 17 miljoen bij dit van 1919 moeten voegen. De uitgaven, die op de begrooting voor 1914 voorkomen, zouden aldus omtrent 65 1/2 miljoen bedragen op de begrooting van 1919, zoo deze in dezelfde vormen was opgemaakt geworden.

Deze aangroei der lasten, die slechts de helft bedraagt van dien der ontvangsten, verklaart ongetwijfeld gedeeltelijk dezen laatste en vindt daarin zijne rechtvaardiging. Maar hij toont bovendien aan dat de Regeering niet naar een begrootingsevenwicht getracht heeft door eene overdreven inkrimping der uitgaven en dat zij de diensten van ons Kolonial bestuur behoorlijk heeft uitgebreid.

De bijzonderste te vergelijken cijfers zijn de volgende :

1^o Voor de diensten van het Generaal-Gouvernement en van de Vice-Gouvernementen zijn de ramingen gestegen van 580,270 frank tot 1,009,650 frank.

Dit heeft de decentralisatie meegebracht.

2^o Voor den dienst van het grondgebied en van het beheer vinden wij 8,931,550 frank in 1919 tegen 7,759,500 frank in 1914.

Dit maakt het hoofdzakelijke raderwerk uit van het bestuur, en de overigens productieve uitgave, daardoor veroorzaakt, zal ongetwijfeld aangroeien naarmate de bedrijvigheid in de Kolonie zal stijgen en de stedelijke agglomeraties uitbreiding zullen krijgen.

3^o De credieten der Openbare Weermacht worden verhoogd met ongeveer 1 3/4 miljoen, afgezien van den nieuwen geneeskundigen dienst, welke aan dien dienst is verbonden.

Credieten van 6,577,400 frank in 1914 tegen 8,102,900 in 1919.

De jongste gebeurtenissen hebben het nut eener talrijke en wel uitgeruste Openbare Weermacht bewezen. Is het oogenblik gekomen om te spreken over de beperking van de Weermacht in de Kolonie ?

4° Voor den dienst van de Justitie is de vermeerdering betrekkelijk gering : 1.682,330 tegen. 1,531,390 frank, en dit vloeit waarschijnlijk voort uit het feit, dat de bevoegdheid van politierechter werd verleend aan territoriale ambtenaren.

5° Daarentegen zijn de ramingen voor het Openbaar Onderwijs gestegen van 593,750 frank tot 748,600 frank.

De achtbare heer Renkin deelt ons mede (*Memorie van Toelichting*, bl. 15) dat, voor de volgende Begrooting, waarschijnlijk hogere credieten zullen noodig zijn. De noodige offers zullen moeten gebracht worden voor de verspreiding van het onderwijs in Congo.

Evenzoo voor den geneeskundigen dienst. Hier wijzen de ramingen der uitgaven van nu af aan op een zeer merkbaren vooruitgang : het crediet voor « hygiëne » was slechts 710,737 frank in 1914 ; het begrotingsontwerp voor 1919 voorziet eene uitgave van 2,679,600 frank met inbegrip van den geneeskundigen dienst der openbare weermacht.

6° De lasten der schuld zijn vermeerderd met 11,112,843 frank in 1914 en 16,084.053 frank in 1919.

De vermeerdering kan men verklaren tot een bedrag van 3,700,000 frank door de lasten die de voorschotten, aan derden toegestaan, hebben meegebracht : en voor het overige, door de stijging van den geldinterest.

Men mag inderdaad niet vergeten dat de Koloniale Schatkist geene leening meer heeft aangegaan sedert 1901, tenzij voor de voorschotten die de Regeering heeft moeten doen aan derden.

7° Voor de nijverheidsdiensten wijzen wij op verhoogingen van uitgaven in verhouding tot de verhoogingen der ontvangsten.

De uitgaven der mijnen zijn gestegen van 1,834,993 frank tot 4,477,200 frank ; deze van de diensten van zeewezen en hydrographie van 2,672,000 frank tot 5,933,520 frank.

Volgens de verklaringen gegeven door den achtbaren heer Renkin, werden de ramingen der uitgaven vastgesteld met inachtneming van het feit, dat de kaders onvolledig waren op 1 Januari 1919 en dat het personeel, aangevraagd door den Gouverneur, slechts trapsgewijze ter beschikking zou kunnen gesteld worden in den loop van het jaar. Een merkbare speelruimte werd aan de ramingen gelaten, zoodanig dat de credieten, op de begrooting ingeschreven, ruimschoots toereikend zijn.

Een lid oordeelt dat er voor het oogenblik geen reden bestaat om aanvullende credieten te overwegen uit hoofde der gebeurlijke vermeerderingen van jaarwedden, veroorzaakt door de algemeene levensduurte. Uitzonderlijke credieten werden ten andere met dit doel op de begrooting gebracht voor een gezamenlijk bedrag van 900,000 frank (Art. 1, litt. e en f).

Uwe Middenafdeeling, Mijne Heeren, stelt u voor, de Begrooting, waarover u dit verslag wordt ingediend, goed te keuren.

De Middenafdeeling heeft kennisgenomen van de volgende nota, voorgesteld door een harer leden, en heeft besloten deze nota bij het verslag te voegen.

De Verslaggever,
LE PAIGE.

De Voorzitter,
Em. TIBBAUT.

Als gevolg op dit verslag hebben sommige leden-gemeend eenige bedenkingen te moeten mededeelen, die in verschillende koloniale kringen geopperd worden.

De uiteenzetting, door den Minister gegeven over den economischen groei van de Kolonie, laat een gunstigen indruk na. Zij doet den rijkdom van den grond en van den ondergrond uitschijnen. De uitbreiding der mijnen, en meer bijzonder het in den handel brengen der grondproducten, namelijk der palmmoten waarvan de hooge prijzen onder den invloed van den oorlog staan, zijn ernstige gegevens van bloei.

Het productief maken van den grond en van de grondvoorbrenghselen zou meer en meer op het voorplan onzer bezorgheid moeten treden. Daarin liggen voor koloniale eenige aanduidingen die niet zonder nut zijn.

Vooreerst moet men zich verheugen over de verplichting, door den Gouverneur-Generaal aan de inlandsche hoofden opgelegd, palmboomen te planten; maar er wordt op gewezen dat vele palmboomen door de inlanders worden neergehouwen voor het uittrekken van palmwijn, en dat het gerecht onmachtig is dat te beletten omdat het neerhakken niet door eene wet verboden is.

De banaanboom, die in meest al de dorpen gekweekt wordt, kan eene bron van onuitputtelijken rijkdom worden voor Congo. Het zou volstaan voor de bananen een handelsafvoer te vinden. Daar de groene banaan echter niet mag vervoerd worden, zou men het meel ervan moeten kunnen benutten en in het algemeen verbruik brengen het zij ter plaatse, het zij in Europa. In Togo wordt in een klooster het banaanmeel gebruikt voor het bakken van brood; de uitslagen zijn goed wanneer men het voor de helft mengt met tarwemeel. In Congo, namelijk nabij Kisantu, gebruiken de inlanders het voor de bereiding, in palmolie, van koeken die ze aan tien centiem per stuk verkoopen. Alle verbeteringen, het verbruik betreffende, doen de planterijen in waarde stijgen.

De aardappel geeft in verschillende gebieden goede uitslagen. Een missionaris had in 1913 Marjolein-aardappelen naar Kisantu gezonden, waarvan er 5 in goeden staat waren aangekomen. De aankweek bracht zooveel op dat de inlanders er meer dan honderdduizend kilogrammen aan de spoorwegen leveren. Zij bekomen twee oogsten per jaar en besteden daaraan de grootste zorgen.

Te Kisantu schenkt eene eucalyptusplantage van 14 tot 15 hectaren volledige bevrediging.

In Katanga hebben eenige moedige kolonisten eene belangrijke groentecultuur ondernomen; zij belooft niet alleen, maar levert degelijke uitslagen op.

Deze voorbeelden dienen te worden aangehaald om het vertrouwen van het publiek in de landbouwondernemingen aan te moedigen.

Maar de bloei dezer landbouw-, handels- en mijnondernemingen zal afhangen van de krachtdadigheid waarmee de Regeering de uitrusting en eene gezonde inlandsche politiek zal voorzetten.

De vervoermiddelen eischen terecht hare aandacht; maar men moet zich

de geldelijke offers kunnen getroosten voor de werken die het aanleggen en het uitbreiden der groote toevoerlijnen te water en per spoor en de talrijke vertakkingen in het binnenland eischen. De Regeering zal niet uit het oog verliezen hoe voordeelig het zou zijn, de mondingen van den Congostroom als landingshaven te gebruiken; het is het zekerste middel om voor de groote scheepvaart de moeilijkheden te doen verdwijnen, die voortvloeien uit de te geringe waterdiepte stroomopwaarts.

De binnenlandsche verkeersmiddelen zijn even onmisbaar niet enkel om de inlanders in de mogelijkheid te stellen de overvloedige grondproducten, die door hunne handelsbenutting nog kunnen aangroeien, aan te voeren, doch ook om aan de groote Europeesche ondernemingen toe te latende werkkrachten aan te werven. Al de mijnsmaatschappijen staan voor de grootste moeilijkheden bij het aanwerven van werkkrachten. Men wijst vooral op den drukkenden toestand in de mijnen van Kilo. Al de zwaarte dier aanwerving mag niet vallen op de aangrenzende gebieden die gauw zijn uitgeput; verder afgelegen gebieden moeten volk kunnen zenden en moeten daarom over vervoermiddelen kunnen beschikken.

Het werk der inlanders is de hoofdfactor van den bloei der Kolonie. Deze lieden werden vreeselijk getroffen door de slaapziekte, door de oorlogsjaren en de vermoeiende draagdiensten die er het gevolg van waren, door de verwoestingen van de Spaansche koorts. De bescherming der bevolking tegen de ziekten is de eerste plicht der Kolonie. Men moet de pogingen in dien zin reeds gedaan, den oproep tot geneesheeren en ziekenverpleegsters volhartig toejuichen. Het volstaat echter niet. Voeding, kleeding, huisvesting spelen een belangrijke rol.

De kolonials klagen er ook over, dat de inlandsche politiek nog geen duidelijk afgeijnde richting heeft. Het gezag der hoofden, waarin de kern ligt der Afrikaansche maatschappij, wordt miskend en ontzenuwd, dan wanneer het den grootsten invloed zou kunnen hebben om de inlanders te brengen tot den arbeid en tot de beschaving. Het lijdt geen twijfel dat, zoo een ruimer aandeel werd gelaten aan de handelaars en missionarissen in het bestuur, dit eene meer practische richting zou volgen en den ondernemingsgeest zou aanmoedigen.

De Koloniale Begrooting zou uitdrukking moeten geven aan de hoofdbekommernissen van de Regeering. Jammer, het valsche denkbeeld van het evenwicht schijnt haar te overheerschen. Het zoeken naar het begrootings-evenwicht als rechtstreeksch doel, is afwijken van de verplichting der goede uitrusting, is de eerste pogingen, waarvan afhangen heel de economische bedrijvigheid, heel de toekomst, verlammen. Het begrootingsevenwicht mag slechts het verre doel zijn, dat de te spoediger zal bereikt worden naarmate men eerder de onmisbare gelden in de zaken zal steken.

De Kamers hebben nooit geweigerd, van het Moederland en van de Kolonie de offers te vergen welke hun beschaving-werk billijkt. Zij weten dat de exploitatie der Kolonie niet mogelijk is dan door het voorschieten van belangrijke kapitalen. De heer de Smet de Naeyer sprak van het milliard dat voor de organisatie der Kolonie noodig was.

De private ondernemingen kunnen niet aangevangen worden met hare risico's in kapitalen en menschenlevens, zoolang zij niet kunnen rekenen op de medehulp van de Regeering die belast is met de openbare werken.

Maar deze heilzame tusschenkomst van het Moederland moet als gevolg hebben, de begrooting met de interessen en de aflossing der koloniale leeningen te bezwaren en een tijdelijk gebrek aan evenwicht te veroorzaken. De thesis van het begrootingsevenwicht blijkt aldus als tegenstrijdig met eene gezonde en vooruitziende koloniale politiek.

De Kamers zullen des te liever de Regeering volgen naarmate de rechtzinnigheid, waarmede deze hare noodwendigheden zal uiteenzetten. Maar zij willen aan de begrooting een redematigen grondslag geven.

Het zou logisch zijn dat het Moederland de kosten van het hooger Europeesch bestuur op zich nam, tot welks bevoegdheid het onderwijs onder al zijne vormen behoort. Deze beschouwing brengt de Middenafdeeling er toe, door een amendement op de Koloniale Begrooting voor te stellen artikel 34 te doen wegvallen om het te brengen op de Begrooting van het Moederland. Dit artikel 34 luidt :

« Museum en hogere scholen.

- » Museum van Tervueren : Wedden van en vergoedingen aan het personeel, kosten van onderhoud der lokalen en der verzamelingen, materieel.
- » Koloniale school en School voor tropische geneeskunde : Wedden van en vergoedingen aan het personeel, materieel, meubelen, vervoerkosten, to'rechten, enz. 314,500 fr. »

Anderzijds stelt de Middenafdeeling voor, op de Begrooting der Kolonie de sommen te brengen, welke noodig zijn om de gevolgen der levensduurte voor het koloniaal personeel te verzachten.

Men kan de min of meer groote scherpte van de voedselcrisis in Afrika betwisten; maar eenparig geeft men toe dat zij bestond, vooral in de groote centra die van invoer leven. De economische toestanden, die op Europa hebben gedrukt, hebben zich ook min of meer hevig doen voelen en doen zich nog voelen in de Kolonie.

Ook voorziet de Begrooting voor 1919 eene vergoeding wegens levensduurte, welke de kolonialen ontoereikend achten; doch men zou eveneens eene vergoeding moeten toekennen voor het verleden, namelijk voor 1918, om alzoo de ongelukkige gevolgen te doen verdwijnen van een maatregel genomen om het personeel bij te staan, maar die eigenlijk schadelijk was.

Inderdaad, in 1918 heeft de Regeering, die erkende hoe moeilijk de levensvoorwaarden in de Kolonie werden, dien toestand willen verhelpen, niet door een weddebijslag of eene regeeringsvergoeding te verleenen, doch door de reglementaire afhouding van 15 t. h. af te schaffen, welke gedaan werd van de jaarwedden der beambten en voor hen eene kostbare reserve bij het verstrijken hunner verbintenis uitmaakte. Zij was eene vergoeding voor de ontoereikende koloniale pensioenen en vergemakkelijkte de vestiging

van de beambten bij hun terugkeeren in Europa. Door deze afhouding af te schaffen, heeft de Regeering de toekomst aan den huidige toestand opgeofferd; zij heeft een duurtelbijslag betaald, niet met hare eigen middelen, doch met het geld van den beambte zelf, die alzoo de reserve verloor waarop hij mocht rekenen bij zijn terugkeer in Europa. Vele beambten aanzien dezen maatregel als eene berooving welke kan veroorzaakt zijn geworden door de geldverlegenheid waarin de oorlog de Kolonie op dit oogenblik had gebracht, doch waarvan de gevolgen moeten uitgewischt worden door de herstelling van de ontnomen reserve.

Daarenboven verdient het personeel der Kolonie op gelijke wijze te worden behandeld als het personeel van den Belgischen Staat, dat, in Januari 1919, eene buitengewone tegemoetkoming, de zoogezegde dertiende maand, heeft ontvangen.

De Afrikaansche beambten verdienen evenveel belangstelling als de Europeesche, en door hen te berooven van een bewijs van belangstelling dat als een nationale betuiging van erkentelijkheid moet worden aangezien, zou men hen eene vernedering doen ondergaan, welke niet gebillijkt is.

De Middenafdeeling zet de bezorgdheid voor de rechtvaardigheid en de billijkheid verre boven de bezorgdheid om de Begrooting sluitend te maken. Zij moet aan de Regeering overlaten de belangrijkheid te schatten van het crediet dat noodig is om deze dubbele herstelling te verwezenlijken. Zij stelt voor, in de Begrooting een artikel in te lassen, luidende :

« Art. 32^{bis}. — Herstelling van de reserve, wegens levensduurte afgeschaft, en uitzonderlijke tegemoetkoming » fr. 5,000,000

De Middenafdeeling onderwerpt ook aan het oordeel der Regeering de talrijke klachten uitgaande van de burgerlijke en militaire beambten.

Men zegt dat te Boma nog steeds de centralisatie wordt toegepast, welke de inzichten der Regeering tegenwerkt en noodzakelijk er toe bijdraagt om een bestuursleer gaande te houden, die tegen den geest van initiatief en de verantwoordelijkheid der ambtenaars in gaat. De handelswereld klaagt er even sterk over als de bestuurswereld. De Regeering, getrouw aan hare nieuwe politiek van decentralisatie, welke zij verklaart door te zetten, zal in deze bezwaren wel het gegronde van het overdrevene weten te onderscheiden; het is noodig vertrouwen te wekken door de strenge naleving der verplichtingen jegens het personeel.

De Kolonie kan niet bloeten indien de beambten de handelaars en de koloniebewoners niet als hunne kostbaarste medewerkers aanzien en indien de bestuurlijke bedrijvigheid, afziende van een ontmoedigend formalisme, alleen het hoofddoel in 't oog houdt, t. v. den ondernemingsgeest te steunen. De Regeering kan niet onwetend zijn van de bezwaren dienaangaande uitgebracht en van de noodzakelijkheid een lamelendigen geestestoestand, welke zich in menigen post voordoet, te veranderen.

De soldaten, die zoo geestdriftig den oproep van den Minister der Koloniën hebben beantwoord en die in Afrika den roemrijken verdedigingsstrijd, in

Europa begonnen, hebben voortgezet, vragen zich af of zij geen recht hebben op de reisvergoeding welke vanaf 1 Juli 1918 werd afgeschaft; zij meenen op dit voordeel recht te hebben zoolang zij in Afrika werden opgehouden en niet gedemobiliseerd waren. De rechtstoestand schijnt hier door den feitelijken toestand te zijn gewijzigd ten gevolge van het ophouden der krijgsverrichtingen. De Regeering zal over deze wenschen oordeelen.

De soldaten, die in de Kolonie eene dienstverbintenis hebben aangegaan en die dachten aldaar dezelfde bevordering te krijgen als in Europa, werden zeer teleurgesteld. Zij zien dat zij voorbijgestreeld worden door hunne in Europa gebleven gezellen en ondergaan eene vernedering welke zij geenszins hebben verdiend. Het mag niet dat zij, bij gebrek aan graden, zouden moeten blozen om de koloniale uniform dat zij in een geest van blakende vaderlandsliefde hebben aanvaard.

Men kon verwachten dat de jeugd, vooral de jeugd der hoogeschoolen, voor de Kolonie die aanhangelijkheid zou blijven behouden, welke in de rechtschappen harten de medewerking van een groot beschavingswerk verwekt; het schijnt wel dat deze gelegenheidskolonialen in geestdrift werden gebracht door de grootheid der taak, welke België op zich heeft genomen. Het mag niet dat de indruk van geleden onrecht, dikwerf gevoegd bij de ontstemming door de bureaucratische praktijken verwekt, op deze edele gevoelens eene schaduw kome werpen en onze groote Afrikaansche onderneming kome afbreken. Aldus zou men de bron der offervaardigheid in gevaar brengen op het oogenblik dat zij inzonderheid overvloedig zou kunnen worden en niet kan gemist worden om de leemten aan te vullen. De quaestie van het personeel treedt veel scherper naar voren na een oorlog, welke de beambten over hun termijn heeft in dienst gehouden en een beletsel is geweest voor hunne vervanging. Zij wordt nog verscherpt door een ongemak, dat zich zoowel in Afrika als in Europa doet gevoelen, doch dat bij vele beambten, en bij de besten, wordt verwekt door de misbruiken van het bureaucratenzielendom en door dezès ontzenuwende gevolgen.

De Regeering weet dat de geest van verantwoordelijkheid de beste spoorslag is voor de bedrijvigheid en het best de persoonlijke waardigheid hoog houdt. Zij houdt zich met wel te begrijpen bezorgdheid bezig, het personeel aan te werven, waarvan het lot der Kolonie afhangt; ook zal zij de oorzaken van critiek en van afkeuring in een geest van rechtvaardigheid weten te vermijden.

**Vragen gesteld door de Middenafdeeling en antwoorden
van de Regeering.**

VRAAG A.

« a) De Middenafdeeling meent dat de bestuursraden, welke in de Kolonie verblijven, meer zouden moeten vereenigd en geraadpleegd worden dan dit heden schijnt te gebeuren. »

« b) De Middenafdeeling doet aanmerken dat de centralisatie der onderscheidene koloniale diensten te Boma thans overdreven schijnt, ten aanzien van de uitbreiding welke zij hebben genomen. »

ANTWOORD OP LITT. a) EN b).

Het koninklijk besluit van 28 Juli 1914 had als eerste oogmerk, het bestuur der Kolonie te decentraliseeren met betrekking tot het moederland, als tweede oogmerk het in Afrika zelf te decentraliseeren met betrekking tot het Gouvernement-Generaal van Boma.

Om dit laatste oogmerk te verwezenlijken, heeft het vier vice-gouvernementen-generaal of provinciën ingesteld, waarvan de vice-gouverneurs de uitgebreide macht ontvingen het bestuur en de politie, eigen aan hun gebied, door middel van verordeningen te regelen (art. 24). Ieder heeft zijn rekenplichtig beheer; ieder zorgt voor de ontvangsten en regelt de uitgaven binnen de grenzen hunner opdrachten (art. 27).

Anderzijds werden de ambtsbevoegdheden van den districtscommissaris aanzienlijk uitgebreid. Daar hij de eenige overheid is in zijn gebied, heeft hij de leiding van al de diensten van het district, geeft hij de noodige bevelen aan al de ambtenaars der streek, verdeelt hij het personeel over de verschillende grondgebieden, beschikt hij in alle zaken over een werkelijke macht, maar blijft verantwoordelijk voor den staat van het district (art. 36).

Indien, naar luid van het verslag dat de Regeering bij de Wetgevende Kamers heeft overgelegd, er in zake decentralisatie nog groote vorderingen moeten gedaan worden, dan is dit minder in de termen der regelende bepalingen van 1914 dan wel in de uitvoering en in de toepassing (bladz. 3 en 7). De Regeering zal krachtdadig de politiek voortzetten, welke zij als de hare heeft verkozen en die met den wensch der wetgeving overeenstemt.

• • •

Hetzelfde koninklijk besluit van 1914 heeft naast den Gouverneur-Generaal en de Vice-Gouverneurs-Generaal van provincie raadgevende raden geplaatst, onderscheidenlijk genoemd « Gouvernementsraden » en

« Gewestelijke Comiteiten ». Zij hebben reeds vergaderd. De oorlogsgebeurtenissen hebben eene geregelde werking dezer inrichtingen vertraagd. Aan de plaatselijke overheden zullen onderrichtingen worden gezonden opdat voortaan op hunne medewerking meer aanhoudend beroep worde gedaan.

« c) Een lid verlangt dat, voor zooveel het mogelijk is, de handelsvrijheid voor gansch de Kolonie worde tot stand gebracht; dat zij ten minste geleidelijk tot de verschillende gebieden wordt uitgebreid. »

ANTWOORD OP LITT. c).

Bij decreet van 22 Maart 1910 zijn de grondgebieden van het domein, bij tusschentermijnen van één jaar vanaf 1 Juli 1910, in drie trappen voor de handelsvrijheid geopend geworden.

Daaruit blijkt dat sedert 1 Juli 1912 het stelsel der handelsvrijheid tot geheel de Kolonie werd uitgebreid.

VRAAG B.

« De Middenafdeeling is van oordeel dat het gepast ware eene meer gunstige pensioenregeling in te voeren voor de officieren, ambtenaren en beambten van den Staat in de Kolonie. »

ANTWOORD.

Het Departement van Koloniën heeft sedert eenigen tijd ter studie gelegd de herziening van de wetgeving tot regeling der pensioenen van de ambtenaren, militairen en beambten der Kolonie.

VRAAG C.

« Zou de Minister ophelderingen willen geven aangaande de afhoudingen gedaan van de jaarwedden, ten einde het Pensioenfonds te vormen? »

ANTWOORD.

Het Pensioenfonds, voorzien bij artikel 14 van het decreet van 2 Mei 1910, wordt uitsluitend in stand gehouden door eene toelage welke jaarlijks op de begrooting der Kolonie voorkomt. Daartoe wordt geene afhouding gedaan van de jaarwedde der beambten.

De afhouding van 15 t. h., voorzien bij artikel 7 van het decreet van 2 Mei 1910, vormt eene reserve welke, vermeerderd met de interesten, aan den beambte wordt toegekend, wanneer deze voorgoed den dienst der Kolonie verlaat.

In geval van overlijden, wordt zij toegekend aan de weduwe of aan de bloedverwanten van den overledene, in de orde aangeduid bij artikel 9 van voornoemd decreet; zoo noodig, wordt het bedrag der reserve, ten laste van het Pensioenfonds, vermeerderd tot het beloop dat door de wet is bepaald en schommelt tusschen 5,000 en 10,000 frank.

VRAAG D.

« Is de Minister in staat de Middenafdeeling in te lichten betreffende de levensduurte in de verschillende streken der Kolonie? »

ANTWOORD.

De invoerartikelen ondergingen in Congo eene prijsverhooging in verhouding met de verhooging der aankooprijzen in de landen van herkomst en met de verhooging der schreepsvrachten en der zeeverzekeringen.

De prijsverhooging van deze artikelen verwekte eene stijging van den prijs der inlandsche eetwaren, hetgeen de plaatselijke regeering er toe gebracht heeft, bij verordening-wet van 26 Maart 1918, aan de districtscommissarissen de macht te verleen en om de prijzen te bepalen voor de inlandsche levensmiddelen, in de Europeersche en industriele centra.

Alhoewel de prijsstijging niet te loochenen is, kan men niet besluiten dat, voor de Kolonie in haar geheel, de verzwaring even groot is geweest als die welke men in België moest vaststellen.

VRAAG E.

« Welk is het tarief der duurtebijslagen welke, in de Kolonie, toegekend zijn aan de officieren, ambtenaars en beambten van den Staat? Is het toegekende maximum werkelijk in overeenstemming met de huidige behoeften? »

ANTWOORD.

Sedert 1 Januari 1919 wordt een duurtebijslag van 1,000 frank per jaar toegekend aan de Staatsbeambten in de Kolonie, die minder dan 10,000 frank jaarwedde genieten. Deze vergoeding wordt niet toegekend aan de beambten der Katangaprovincie welke volgens de streken, reeds sedert vele jaren, een duurtebijslag trekken van 3 tot 6 frank daags, welke door den Gouverneur-Generaal wordt vastgesteld.

Daarenboven werd een bijkomend crediet van 1 miljoen frank uitgetrokken tot verhooging, in een zekere mate, van de vergoedingen voor levensduurte, over heel de Kolonie aan het Staatspersoneel toegekend, doch met de beperking dezer tegemoetkomingen tot de jaarwedden van minder dan 14,000 frank en tot 14,000 frank. Uit dien hoofde wordt een jaarlijksche tegemoetkoming van 1,500 frank verleend, vanaf 1 Juni, aan de beambten wier jaarwedde minder bedraagt dan 8,000 frank; 1,200 frank aan die welke eene jaarwedde hebben van 8,000 tot 10,000 frank; 900 frank aan die eene jaarwedde hebben van 10,000 tot 14,000 frank.

VRAAG E.

« Komen al de diensten van de Belgische officieren, aan de Kolonie verbonden, in aanmerking voor hunne bevordering in het leger van het Moederland? »

» Welke voordeelen worden hun verzekerd nadat zij een of meer diensttermijnen in de Kolonie hebben uitgedaan? »

ANTWOORD.

1° Ja;

2° Gedurende geheel hun diensttijd in de Kolonie, bekomen zij dezelfde bevordering als het leger van het moederland;

3° Bij het verstrijken van den diensttermijn overeenkomstig de statuten of vroeger, zoo hun gezondheidstoestand zulks vereischt, worden de officieren van het leger in het Moederland, die voorgoed zijn benoemd in de Openbare Macht, toegelaten tot het pensioen voorzien bij de decreten van 2 Mei 1910 en van 31 Juli 1912. Dit pensioen mag opgetrokken worden tegelijk met alle andere jaarwedden of pensioenen van den Belgischen Staat. Daarenboven zijn de wetten, besluiten en reglementen betreffende de pensioenen, de wedden of vergoedingen der militairen van het leger in het moederland, buiten staat van dienst gesteld wegens wonden of lichaamsgebreken in het uitoefenen van een militairen dienst gedurende den oorlog opgedaan, in dezelfde voorwaarden van toepassing op de in de Kolonie strijdende militairen, evenals op de koloniale ambtenaren en beambten aangesteld voor den militairen dienst voor den duur van den oorlog (Besluit-wet van 10 Mei 1916);

4° Onlangs heb ik aan den Minister van Oorlog gevraagd te onderzoeken of het niet mogelijk was, bij het berekenen van het pensioen verleend door het Moederland, den tijd, in Afrika in dienst van de Kolonie door de Belgische officieren doorgebracht, voor dubbel te doen tellen.

VRAAG F.

« Onder de burgerlijke ambtenaren en de beambten van de Maatschappijen in Congo, bij het koloniaal leger ingelijfd, hebben vele onder den oorlog den rang van officier verworven. Zij kunnen niet vergen met hun graad in het leger van het Moederland te treden. Doch zou men degenen, die in de Openbare macht der Kolonie eene betrekking willen zoeken, niet het middel kunnen aan de hand doen om hunne militaire opleiding te voltrekken en de kennis te verwerven, die van den gewonen officier wordt vereischt?

» Zou men aan de overigen, die hun ambt of hunne burgerlijke betrekking hebben hernomen, ten minste als eervolle belooning niet den titel van officier kunnen verleen, met recht er de uniform van te dragen, alsmede de kentekens van den graad onder den oorlog verworven? Zou het zelfs niet passen hun de hoedanigheid van reserveofficier toe te kennen? »

ANTWOORD.

1° Krachtens het koninklijk besluit van 10 Juni 1919 kunnen al die officieren, bij overgangsmaatregel en gedurende een tijdsbestek van zes maanden vanaf den datum van voornoemd koninklijk besluit, toegelaten worden om voor Commissiën, in Afrika zetelend, het examen af te leggen, vereischt tot het bekomen van den graad van onderluitenant der O. M. van de regelmatige kaders.

2° Het laatste lid van artikel 2 van het decreet van 10 Mei 1919, houdende herinrichting der O. M., voorziet de inrichting van een kader reserveofficiers

en -onderofficiers. De uitvoering van dezen maatregel wordt bestudeerd door de diensten van het moederland en van Afrika.

3° De benoeming tot een graad van officier ten cervollen titel doet eene reeks ingewikkelde vraagpunten oprijzen, welke thans onderzocht worden.

VRAAG G.

« De Middenafdeeling, gezien de veelbelovende proefnemingen van katoenbouw welke tot nog toe werden gedaan, is van oordeel dat het Beheer der Kolonie dezelve beslist moet voorzetten. Deze teelt zal aan de inlanders overvloedigen arbeid verzekeren, aan de Belgische nijverheid en den Belgischen koophandel stelt zij, voor de toekomst, ruime vertierwegen open.

« De Middenafdeeling, overtuigd dat het volstrekt noodzakelijk is op de Europeesche markt slechts goed afzetbare producten aan te voeren, uit de meening dat het Koloniaal Beheer niet mag terugdeinzen voor de kosten van aankoop en de uitgaven voor de meest volmaakte werktuigen voor de teelt, den oogst, de reiniging en de verpakking van het katoen. »

ANTWOORD.

Onder den oorlog, toen het niet mogelijk was anders te doen, heeft het Beheer het noodige, verbeterde materieel aangekocht voor de afristing van het katoen.

Er zijn twee fabrieken ter plaatse, doch gezien de bekomen uitslagen, acht het Departement het oogenblik gekomen om het privaat initiatief te laten tusschenkomen. Het Beheer blijft bij zijne taak, t. w. de landbouwopleiding der inlanders te ontwikkelen en zijne propagande voort te zetten ten voordeele van de katoenteelt; doch het houdt er aan, deze taak te vervullen zonder handelaar of fabrikant te moeten worden.

Daar wordt thans gewerkt aan de uitwerking van ontwerpen, gegrond op de tusschenkomst van den privaten handel en van de private nijverheid.

VRAAG H.

« De Middenafdeeling oordeelt dat het Koloniaal Beheer zooveel mogelijk de teelt van den banaanboom moet bevorderen, welke zeer loonend is. Behalve dat de banaan schaduw verschaft aan sommige plantingen van waarde welke, jong zijnde, de zengende stralen der zon duchten, brengt hij vruchten in overvloed voort en deze bezitten een groote voedende waarde; daarenboven worden zijne vezels door de inlanders der tropische landen benuttigd; zelfs schijnt het dat deze vezelen door allerlei nijverheidstakken kunnen verwerkt worden. »

ANTWOORD.

De banaan wordt, met het oog op de voeding, door de inlanders op groote schaal geteelt over bijna geheel de uitgestrektheid der Kolonie. Som-

mige stammen verbouwen meer dan 30 verschillende soorten van bananen. In verscheidene landbouwstations worden vergelijkende proefnemingen gedaan met de inlandsche en de ingevoerde variëteiten. De benutting van de banaanvezels ligt ter studie.

De banaan wordt geplant om schaduw en voedsel te verschaffen aan de arbeiders in de landbouwstations.

VRAAG I.

« Kan het Departement van Koloniën ons zeggen welke de waarde is van de opbrengst der vergunningen-Lever? Wordt het beding der Overeenkomst, dat de Maatschappij Lever verplicht Belgisch personeel te gebruiken, genoegzaam nagcleefd? »

ANTWOORD.

De opbrengst der fabrieken Lever van Belgisch Congo bedraagt voor de boekjaren 1915 tot 1918 :

	BEHANDELDE VRUCHTEN.	OLIE.	PALMNOTEN.
	Ton.	Ton.	Ton.
Boekjaar 1914-1915 . . .	6,370	907	210
» 1915-1916 . . .	15,876	1,845	537
» 1916-1917 . . .	20,963	2,880	1,149
» 1917-1918 . . .	26,409	4,207	2,038

De waarde per ton van olie en palmnoten is veranderlijk. Einde Juni 1918 kostte de ton olie te Bordeaux ongeveer 2,650 tot 2,700 frank, te Londen 44 pond sterling; op hetzelfde tijdstip kostte de ton palmnoten te Bordeaux 1,000 frank en te Londen 26 p. st. 10.

Volgens de bestuurders der Maatschappij zal de jaarlijksche opbrengst 6,000 ton olie moeten bedragen alvorens, de rekening der onderneming zonder verlies kunne sluiten.

De Regeering der Kolonie heeft geene aandeelen in de mogelijke winsten; de Maatschappij betaalt een huurrecht van fr. 0.25 per gepachte hectare, naar luid van de bepalingen der Overeenkomst van 14 April 1911.

Op 30 Juni 1914 bestond het personeel der Maatschappij uit 111 Belgen voor een totaal van 204 beambten. Ten minste de helft van het blank personeel der Maatschappij was dus Belg, zooals artikel 5 van voormelde Overeenkomst het oplegt. Wegens de oorlogsomstandigheden heeft de Regeering der Kolonie de Maatschappij voorloopig vrijgesteld van de voornoemde bepaling welke zij practisch onmogelijk had kunnen naleven. Op 24 April 1919 heeft de Regeering aan de Maatschappij laten weten, dat daar de toestand weer normaal geworden was, het noodig was in den staat van het personeel der Maatschappij geleidelijk de bij Overeenkomst bepaalde verhouding te herstellen. Op 2 Mei 1919 liet de Maatschappij weten dat zij het daarover eens was en dat zij voor al de openstaande betrekkingen Belgen zou benoemen totdat de verhouding, door de Overeenkomst bepaald, hersteld zij.

VRAAG J.

« 1^o De Middenafdeeling doet aanmerken dat de inlandsche bevolkingen van Afrika immer door velerlei besmettingen werden geteisterd.

» De arme bevolkingen zijn daaraan inzonderheid blootgesteld, omdat zij niet of onvoldoende gekleed zijn.

» 2^o Er werd gezegd dat, bij ontstentenis van geneesheeren, daarin door middel van gezondheidsbeambten zal verholpen worden. »

ANTWOORD.

De quaestie behelst twee deelen : 1^o dat betreffende de onvoldoende kleding der arme inlandsche bevolkingen ; 2^o dat betreffende het gebrek aan geneesheeren en hunne vervanging door gezondheidsbeambten.

I. — *Onvoldoende kleding der inlandsche bevolkingen.*

Het gebrek aan kleding is voor de inlandsche bevolkingen eene herhaalde oorzaak van doodelijke ziekten en besmetting : ziekten voortvloeiende uit verkoudheid en besmetting door steken en beten van insecten welke zware ziekten overdragen.

De Europeesche kleding zou voor den inlander op ongeveer een twintigste de gedeelten van de huid beperken, welke aan hooger vermelde ziekteoorzaken zijn blootgesteld. Om daartoe te geraken, zijn er grondige economische veranderingen in te voeren. Met de beschikbare middelen kunnen wij enkel rekenen op de overreding en ook op de toeneming der behoeften welke de inlander zelf gevoelt, alsmede op zijn wezenlijken lust tot navolging.

In sommige koloniën, die meer vooruit zijn dan de onze, weigeren de overheden eiken inlander te ontvangen die niet voldoende gekleed is ; doch in Congo zou deze maatregel niet kunnen toegepast worden en ook niet afdoende zijn ; in dit geval betreft het slechts een kleedsel voor de gelegenheid, dat uitzonderlijk wordt omgehangen.

In dezen gedachtengang en bij wijze van voorbeeld, zou de Kolonie geheel haar personeel moeten kunnen verplichten steeds voldoende gekleed te zijn, zooals b. v. de soldaten der Openbare Macht het zijn, doch daaruit zouden onkosten voortvloeien buiten verhouding met onze tegenwoordige begrotingsmiddelen.

De uitbreiding van handel en nijverheid zal voor de bevolkingen behoeften doen ontstaan, waaronder dat der kleding de eerste zal zijn, die aanmoediging verdient.

II. — *Gebrek aan geneesheeren en optreden van gezondheidsbeambten.*

Het gebrek aan geneesheeren in Congo is nijpender dan ooit. Wij hebben een beroep moeten doen op de geneesheeren der onzijdige landen. De betrekking van geneesheer in de Kolonie is nochtans goed betaald ; de geneesheer vangt aan met eene jaarwedde van 14,000 frank ; wij zullen trachten dien toestand nog te verbeteren.

De Regeering heeft beslist dit tekort te verhelpen door betrekkingen van gezondheidsbeambten en van hoofden van gezondheidsposten in 't leven te roepen.

De hoofden van gezondheidsposten worden bij voorkêur aangeworven onder de hoogeschoolstudenten, candidaten in de geneeskunde of candidaten in de wetenschappen. Zij worden bijzonder opgeleid in de School voor Tropische Geneeskunde en in de Koloniale School. Onder het toezicht van de geneesheeren zullen zij de algemeene gezondheidsmaatregelen toepassen, vooral die welke er toe strekken de slaapziekte te bestrijden.

Eerlang zullen een tiental candidaten toegelaten worden de voorbereidende leergangen te volgen, en in den loop van aanstaande jaar zullen zij ter plaatse zijn.

Blanke ziekenverpleegsters werden aangenomen, en zullen weldra vertrekken, met het bijzonder doel de kindersterfte te bestrijden.

VRAAG K.

« De Middenafdeeling vestigt de aandacht van het Koloniaal Departement op het belang dat dit er zou bij vinden, de teelt van kapok te bevorderen, ten einde te voorzien in het gebrek van wol in België. »

ANTWOORD.

De kapokteelt door de inlanders werd, vóór eenige jaren, te Java beproefd; zij zou in Congo belangwekkende uitslagen kunnen opleveren om in België in het gebrek aan wol voor matrassen, kussens en stoffeering te voorzien.

De kapokboomen beginnen vanaf hun vijfde jaar op te brengen.

Zaad van den Javaanschen kapokboom werd vóór acht jaar in Congo ingevoerd; de van dit zaad voortkomende boomen moeten thans in volle opbrengst zijn en zaad en loten kunnen leveren, welke noodig zijn om de teelt in de inlandische dorpen in te voeren.

Het zaad van den kapok bevat 28 t. h. eetbare olie; de kapokkoek is een uitmuntende meststof.

Doch de kapokteelt geeft minder winstgevende en minder snelle opbrengsten dan de katoenteelt, ten minste op dit oogenblik.

« Een lid doet opmerken dat men het gebruik van het kapokzaad als veevoeder heelt aangeraden. Welnu, het zaad gewonnen in Nederlandsch-Indië schijnt vergiftige stoffen te bevatten en zou niet zonder gevaar zijn. »

ANTWOORD.

De koek of afval van den kapok, nadat de olie uit het zaad is geperst, wordt in Nederlandsch-Indië als meststof gebruikt; in Engelsch-Indië benuttigt men hem ook als veevoeder.

VRAAG L.

« Een lid doet aanmerken dat de nieuwe vergunningen van kopermijnen worden verleend onder een nieuw stelsel van mijrechten ten voordeele van

den Staat. Het ware goed deze wijze van vergunning te vergelijken met die welke vroeger bestond. Welke zijn er de voordeelen van ? »

ANTWOORD.

De vergunningen van de thans in Katanga ontgonnen kopermijnen zijn onderworpen aan overeenkomsten waarin niets werd veranderd.

Sedert de overneming van Congo door België, werden andere mijnvergunningen van allen aard in Katanga verleend. Deze vergunningen werden toegekend hetzij krachtens de algemeene wetgeving op de mijnen, hetzij krachtens bijzondere, bij decreet goedgekeurde overeenkomsten. (Decreet van 16 December 1910.) Al die vergunningen zijn op gelijke wijze onderworpen aan de mijnbelastingen en mijnrechten onder de volgende voorwaarden :

1° De vergunninghouder moet jaarlijks 1 t. h. betalen van de ruwe opbrengst der mijnen, zonder dat dit recht minder mag bedragen dan fr. 0.50 per hectare in vergunning gegeven mijn. Dit recht is 5 t. h., zoo het edele delfstoffen betreft, zonder dat het minder mag bedragen dan 50 frank per hectare.

2° Indien de ontginner eene Maatschappij is, moet deze daarenboven aan het Bijzonder Comité van Katanga 33 t. h. der aandeelen van al de categorieën kosteloos afstaan. Deze aandeelen genieten dezelfde rechten als de overige aandeelen derzelfde categorie. Is de ontginner geene maatschappij, dan betaalt hij als rechten 33 t. h. der behaalde winsten.

Een decreet van 16 April 1919 dat, vóór den oorlog, aan het oordeel van den Kolonialen Raad was onderworpen geworden, heeft het stelsel der mijnrechten, te betalen door de vergunningen welke voortaan zullen verleend worden, gewijzigd. Dit decreet schaft het recht van 1 t. h. der ruwe opbrengst der ontginning af en vervangt het recht van 33 t. h. op de winsten door een evenredig recht dat 12 t. h. bedraagt, wanneer de uitgekeerde winsten niet meer dan 7 t. h. van het kapitaal bedragen ;

20 t. h. der winsten welke boven 7 t. h. tot en met 10 t. h. van het maatschappelijk kapitaal bedragen ;

25 t. h. der winsten die boven 10 t. h. tot en met 15 t. h. van het maatschappelijk kapitaal bedragen ;

40 t. h. der winsten die boven 15 t. h. tot en met 35 t. h. van het maatschappelijk kapitaal bedragen ;

50 t. h. der winsten welke 35 t. h. van het maatschappelijk kapitaal overschijden.

In geval van ontginning van edelsteen wordt dit recht gebracht van 50 t. h. tot op 60 t. h.

Met andere woorden, de last, welke dezelfde was voor al de mijnen, zal voortaan verdeeld worden volgens den rijkdom van de vergunningen.

De houders van mijnvergunningen krachtens het decreet van 1911 kunnen, zich aan de nieuwe regeling onderwerpen.

VRAAG M.

« Een lid doet opmerken dat de vermelding in de balans : « Voorschotten van de Belgische Schatkist voor rekening der Geallieerden » niet juist is, daar het, in werkelijkheid, alleen de Belgische Statkist geldt; de laatste woorden zouden moeten weggelaten worden, zooals, anderzijds, de overeenstemmende post in ontvangsten zou verdwijnen. »

ANTWOORD.

De vermelding « voor rekening der Geallieerden » wordt gerechtvaardigd door den oorsprong der fondsen waarvan sprake.

In de toekomst zal er geen bezwaar bestaan deze woorden te wijzigen, doch de post moet behouden blijven, wijl het aangenomen werd dat de kosten van den oorlog in Afrika door het Moederland moeten gedragen worden.

VRAAG N.

« De Middenafdeeling vraagt of het mogelijk is, hout der Kolonie in België over te brengen. »

ANTWOORD.

De wouden der Kolonie bevatten aanzienlijke hoeveelheden timmerhout en schrijnwerkershout van eerste hoedanigheid.

De Staat bestudeert de verlaging der vervoertarieven op den spoorweg en de waterloopen der Kolonie ten einde den uitvoer van Congoleesch hout te vergemakkelijken. Verscheidene vergunningen werden aangevraagd.

VRAAG O.

« Eene bemerking van meer algemeen aard werd uitgebracht betreffende de toekomst van den landbouw in Congo. Deze schijnt door het stelsel der ingevoerde rechten geenszins gebaat te zijn. »

ANTWOORD.

Bij gebreke van nadere aanduiding is het noodig achtereenvolgens al de belastingen te hernemen en te onderzoeken op welke wijze zij de toekomst van den landbouw in Belgisch Congo kunnen schaden.

I. — *Inlandsche belasting.*

Men ziet niet in, hoe de heffing van de inlandsche belasting de uitbreiding van den landbouw in Congo kan schaden. Het bedrag van de belasting wordt bepaald door den Gouverneur-Generaal ten gevolge van met redenen omkleede voorstellen der Districtscommissarissen, goedgekeurd door de Vice-Gouverneurs-Generaal. Deze bedragen kunnen veranderen van de eene streek tot de andere in eenzelfde district, met inachtneming van de

inkomsten en van den graad van economische ontwikkeling van den inlander. De onderrichtingen schrijven uitdrukkelijk voor, slechts gematigde voorstellen te doen. De belastingplichtigheid noopt den inlander, in de landbouwstreken, tot het leveren van werk dat den landbouw kan bevorderen, zoodanig dat zij de vrijwillige verbintenissen op lange of op korte termijnen bevoordeelt.

Wellicht heeft men het tegen de bepalingen van het decreet betreffende de dwangmaatregelen jegens de in gebréke zijnde belastingplichtigen. Hieromtrent is het nuttig te vermelden dat onder de verschillende werken, zooals het dragen, het onderhouden der kampen, enz., welke kunnen opgelegd worden, enkel het benuttigen voor landbouwwerken is voorzien voor zooveel het geldt de bebouwingen voor de voeding en de opbrengst, ten bate der inlanders. De beplantingen met een handels- of nijverheidsdoel zijn uitgesloten.

II. — *Inkomende rechten.*

De wetgeving in deze begunstigt rechtstreeks den landbouw, daar zij de vrijstelling voorziet voor :

- 1° de levende dieren van allen aard;
- 2° de zaden voor den landbouw bestemd;
- 3° de organische en chemische meststoffen,

en dat zij, daarenboven, een verminderd tarief (3 t. h. *ad valorem* in stede van 10) invoert voor de stoommachines, de mechanische toestellen en het landbouwgereedschap.

III. — *Uitvoerrechten.*

Een recht van 5 t. h. *ad valorem* wordt geheven bij den uitvoer der producten van de Kolonie. Wellicht bedoelt men dit recht? Inderdaad, op gelijk welke heffing kan gevit worden. Geene enkele zal de algemeene instemming bekomen. Doch, men mag niet uit het oog verliezen dat, om in de behoeften der openbare diensten te kunnen voorzien, de Staat een aandeel moet vorderen van de individueele krachten der belastingplichtigen. Deze verplichting zal des te gemakkelijker en met des te minder bezwaren geschieden, naarmate de grondslagen der belastingen zullen talrijker worden, aangezien de onderscheidene uitingen van den openbaren rijkdom alle in een verminderde mate zullen getroffen worden.

Indien bezwaren bestaan, zullen zij verminderd worden door de geringheid zelve van de heffing.

Daarenboven wordt het uitvoerrecht, in zoover het een fiscale maatregel is, gerechtvaardigd door deze beschouwing, dat het meestal feitelijk de verkrijger der producten is, die er den last van draagt, hetgeen in gelijke mate de belastingen verlicht welke geheven worden op de overige uitingen der handelsbedrijvigheid.

Zelfs indien deze grondslag van het uitvoerrecht werd betwist — ten

onrechte, volgens ons, — zou niettemin waar blijven dat dit recht een klein gedeelte van den last vertegenwoordigt, welke gedragen wordt door den handel in geteelde of ongeteelde plantaardige voortbrengelen.

Navolgende tabel geeft het beloop aan der rechten op de voornaamste dezer voortbrengselen :

	Aangenomen waarde.	Rechten per 100 kil.
Aardnoten	fr. 45	1.35
Cacao.	139	4.17
Koffie.	114	3.42
Kopalhars	52	1.56
Ruw katoen.	392	11.76
Palmolie	78	2.54
Mabula panza	29	0.87
Palmnoten	45	1.35
Piassava	26	0.78
Raphia	42	1.26
Sisal	98	2.94
Ramekweefsel en andere onbenoemde weefsels	28	0.84
Rijst	49	1.47
Sesam	30	0.90
Peper	53	1.59
Caoutchouc der kruiden	230	7.50
Caoutchouc der boomen en slingerplanten . .	304	9.12

Voor de onbenoemde waren of producten is de waarde, welke tot grondslag dient voor de heffing, deze van de plaats waar zij genomen zijn, vermindert met de vervoer- en verzekeringskosten van waar zij het grondgebied verlaten tot de plaats van bestemming en met een vast bedrag van 5 t. h. van den schattingsprijs van verkoop, wegens onkosten voor verkoop.

IV. — *Personeele belasting.*

Hier ook weer werden talrijke uitzonderingen voorzien in het belang van den landbouw.

Zijn aan de personeele belasting niet onderhevig :

A) Op den eersten grondslag (gebouwen) :

1° De gebouwen dienende als woning voor de zwarte werklieden en dienstboden, zelfs zoo zij afhangen van inrichtingen waarvan de gebouwen aan belasting onderhevig zijn ;

2° De gebouwen der landbouw- en veeteeltinrichtingen, behalve de woonhuizen en aanhoorigheden welke voor het niet inlandsche personeel zijn bestemd ;

3° De stallen en neerhoven.

B) Op den tweeden grondslag (Ongebouwde gronden).

De tot een landbouwdoel benuttigde gronden, voor het daartoe aangewend gedeelte.

De landbouwwerklieden, die niet van Europeesch ras zijn, worden in den persoon van hun patroon slechts tegen 4 frank belast, terwijl voor de overige niet Europeesche werklieden 5 frank verschuldigd is.

V. De inning van de rechten wegens het patent der handelaars, het patent der handelsmaatschappijen en der toelatingen voor den oogst der plantaardige voortbrengselen in de domeinbosschen heeft niet den minsten invloed op de uitbreiding der in bebouwing genomen plantingen.

Kortom, men moet besluiten dat talrijke vrijstellingen in onze wetgeving zijn voorzien geworden ten bate van den landbouw. Indien er nieuwe aanmoedigen noodig worden geacht, zal de Koloniale Regeering alle ontwerpen dienaangaande onderzoeken met den wensch de goed begrepen belangen van den Landbouw en die van de Koloniale Schatkist overeen te brengen.

VRAAG P.

« Welke waarde heeft onze munt voor den neger? »

ANTWOORD.

De munt heeft in Afrika hare volle waarde en de neger is er volkomen van op de hoogte. De voeding en 25 centiemen per dag zijn, op dit oogenblik, in vele streken nog een voldoende loon. In vele gevallen echter is het hooger, namelijk in de nijverheid. Overigens, men moet rekening houden met talrijke onkosten welke den inlandschen handenarbeid bezwaren, zooals, bij voorbeeld, de aanwerving, het verwen, de huisvesting, de geneskundige zorgen, enz.

VRAAG Q.

« Welke dagloonen worden aan het negerpersoneel betaald in de verschillende vergunningen (plantingen, mijnondernemingen, enz.) der Kolonie? »

ANTWOORD.

De dagloonen veranderen vooral volgens de streek. In 't algemeen verschaft de werkgever het voedsel aan den arbeider.

Ziehier, overigens, eenige loonbedragen welke in de mijnnijverheid en andere bedrijven worden toegekend :

Union Minière : 20 tot 25 frank per maand.

Spoorweg van Katanga : 20 tot 25 frank per maand.

Géomine : 10 tot 12 frank per maand.

Koloniale de Construction : 20 frank per maand.

Congospoorweg : 15 frank per maand.

Olieslagerijen van Belgisch Congo : 10 frank per maand (doch de inzameelaar kan tot fr. 1.20 daags geraken).

Kapirihoeve : 15 frank per maand.

Lacourt-plantingen : 5 tot 8 frank per maand.

Maatschappij van Mayumbé : 6 tot 8 frank per maand.

Belgische Naamlooze Vennootschap voor den Handel in Boven-Congo : 12 frank per maand.

Forminiër : 10 frank per maand.

Men dient rekening te houden met de onkosten welke de Congoleesche werkkrachten bezwaren : aanwerving, reizen, huisvesting, geneeskundige zorgen.

VRAAG R.

« De Middenafdeeling is van oordeel dat het dragen in Congo zou moeten verminderd worden. Daartoe vestigt zij de aandacht van het Departement der Koloniën op de dringende noodzakelijkheid, zoo spoedig mogelijk de verkeersmiddelen in Congo uit te breiden. Wil de Minister ons doen kennen :

» 1° De tot nu toe voltooide werken of die welke thans uitgevoerd worden ;

» 2° Die welke thans bestudeerd worden ;

» 3° In welke orde hij denkt de werken uit te voeren, welke hij als de niet dringende aanziet ?

» Deze vraagpunten betreffen eerst en vooral de binnenwateren. Doch het is van niet minder belang ook door gansch de Kolonie de wegen te lande uit te breiden, vooral die voor het vervoer per motorwagens ; de reeds bestaande goed te onderhouden en te verbeteren.

» De spoorwegen zijn voor de Kolonie van overwegend belang. Tegenwoordig heeft deze als voornaamsten rechtstreekschen toegangsweg tot de zee, de lijn Leopoldstad-Matadi. De noodzakelijkheid schijnt zich te doen gevoelen nieuwe uitgangswegen op den Atlantischen en op den Indischen Oceaan aan te leggen. Heeft de koloniale Regeering, inzake spoorwegen, eene vaste politiek ? Is zij niet van oordeel dat eene economische overeenkomst noodzakelijk is met de mogendheden wier bezittingen aan Belgisch Congo grenzen, ten einde een net aan te leggen in hun gemeenschappelijk belang ?

» Zijn er reeds onderhandelingen aangeknoopt om de spoorwegen der Kolonie te verbinden met de lijn van de Kaap naar Caïro ? »

ANTWOORD.

De tijdens den oorlog voltooide werken begrijpen :

1° De voltrekking van den Katanga-spoorweg van Kambove naar Bukama ;

2° De voltrekking van het derde baanvak der Groote Meren : van Kabalo naar Albertstad ;

3° Den aanleg van het baanvak Matadi-Ango-Ango ;

4° Den bouw eener haven in deze laatste plaats ;

5° De hydrografische studie van het stroomgedeelte Kasai-Sankuru ;

6° De hydrografische studie van de stroomgedeelten der Groote Meren ;
De werken, welke nog bestudeerd worden, begrijpen :

1° Den aanleg van de spoorlijnen vermeld in de nota's en stukken betreffende de politiek der spoorwegen, uitgegeven door het Ministerie van Koloniën;

2° De betoning van het vak Kasai-Sankuru ten einde het bevaarbaar te maken voor de schepen van 1.000 ton;

3° De voltrekking van de haven van Albertstad ;

4° Het bouwen eener haven te Kinshasa ;

5° Het bouwen eener haven te Ango-Ango.

De overige werken, van minder belang, zullen worden aangevangen zodra de omstandigheden gunstig zijn.

VERKEERSWEGEN TE LANDE.

1° Voltrokken werken of werken die thans uitgevoerd worden.

1° Verbinding Ango-Ango : wordt thans uitgevoerd;

2° Spoorweg van Dolo naar Bukama. Werken onder den oorlog geschorst;

3° Spoorweg van Kabalo naar Albertville. Voltooid in 1913.

4° Spoorweg van Kambove naar Bukama. Voltooid in 1918.

5° Weg van Kilo naar Albertmeer,

6° Weg van Kilo naar Irumu,

7° Weg van Kilo naar Moto,

8° Weg van Elisabethstad naar Kasenga. Voltooid.

} worden thans uitgevoerd;

2° Werken die bestudeerd worden.

De spoorweg van Dolo naar Bukama ;

De spoorweg van Uele ;

De spoorweg van Stanleystad-Albertmeer ;

De rechtmaking van den ontworpen spoorweg van Matadi-Léo.

SPOORWEGEN.

Wij bezitten een net van 2,017 km. begripende :

1° Den spoorweg Matadi-Léo, 400 km.; spoorwijdte 0.75.

Aangevangen in 1890, voltooid in 1898.

Zijn hoogste draagkracht is 200.000 ton.

Het dienstjaar 1917 vermeldt een verkeer van 89,163 ton.

De heraanlegging ligt ter studie. Zij zal er de tegenwoordige bezwaren van wegnemen en een meer zuinig bedrijf mogelijk maken, daarbij aan de lijn een draagvermogen geven voor het vervoer, dat volstaat om in 't vervolg in alle behoeften te voorzien.

2° *De spoorwegen van Boren-Congo naar de Grote Afrikaansche Meren* begripen 753 km. spoorbanen en 960 km. waterwegen.

De spoorbaan begrijpt drie vakken :

- a) Stanleystad-Ponthierstad, 123 km.;
- b) Kindu-Kongolo, 353 km.;
- c) Kabalo-Albertstad, 273 km.

In 1903 aangevangen, werd het net voltooid in 1913.

Het verkeer van 1917 was 22,292 ton.

Door het rollend materieel en de bruggen te versterken, is de draagkracht van vervoer van dezen spoorweg haast onbeperkt (3,000,000 ton).

De spoorwijdte is 1 meter.

3° *Spoorweg van Katanga*, 727 km., spoorwijdte 1^m.07.

In 1909 aangevangen, werd het eindstation der lijn, Bukama, in 1918 bereikt. De Regeering is voornemens den spoorweg van Bukama tot Kiabo te verlengen, ten einde de moeilijkheden der scheepvaart in het droog jaargetijde te vermijden.

Voor 1917 bedroeg het verkeer 616,164 ton.

4° *Spoorweg van Mayumbé*, 137 kilometer.

Aangevangen in 1908, voltooid in 1914.

De spoorwijdte is 0^m.613.

Het verkeer in 1917 bedroeg 13,584 ton. Men kan zeggen dat het grens punt werd bereikt. Ten einde het vermogen dezer lijn aan te passen aan den rijkdom der streek welke zij bedient, zou er eene nieuwe lijn noodig zijn met meer normale eigenschappen en met een gansch anderen weg.

Doordehelingen en de krommingen van de tegenwoordige lijn te wijzigen en het heelemaal versleten materieel te vernieuwen, zou men er toe kunnen komen, op gevoelige wijze het vervoervermogen te vermeerderen, doch de bedrijfskosten zouden nog te hoog zijn om te werken met waarlijk economische tarieven, welke alleen voor deze streek kunnen passen.

Men weet nog niet juist waar de spoorweg van de Kaap naar Caïro zal doorloopen, doch hij zal de transafrikaansche lijn van Dar-es-Salam te Boma doorsnijden en alzoo zal ons net er mede verbonden zijn.

* * *

Behalve de lijn Leopoldstad-Matadi, die rechtstreekschen uitgang geeft op de zee, is er nog die van de Kaap en van de havens van Zuid-Afrika tot Bukama, die van Dar-es Salam op den Indischen Oceaan tot Albertstad en Kabalo, en men ontwerpt een uitgang over Labito Bay en een anderen over den spoorweg die Congo met den Nijl verbindt.

De Koloniale Regeering heeft eene wel bepaalde spoorwegpolitiek waarvan de leidende gronden niet veranderen, doch waarvan de uitvoering blijkbaar van de omstandigheden van het oogenblik afhangt.

De Regeering zal niet nalaten zich in betrekking te stellen met de overige bezittende mogendheden, welke tegen Belgisch Congo liggen, met het doel een net aan te leggen dat in hun gemeenschappelijk belang is.

BEVAARBARE WATERLOOPEN.

	Km.	Bevaarbaar op de :	
		Hooge wateren.	Lage wateren.
		Ton.	Ton.
Banana naar Matadi	140	500 en meer.	
Meren Albert-Édouard Kivu-Tanganyka-Moëro.		Idem.	
Van Léopoldstad naar Stanleystad	1650	Idem.	
		Ton.	Ton.
Van Léo naar Lusambo	1225	500	200
Van Léo naar Lusanga	450	500	200
Van Ponthierstad naar Kindu	320	500	—
Van Kongolo naar Bukama	640	500	veranderlijk.
Van Mushie naar Inongo	300	200	35
Van Nutu naar Bumbuli	300	200	20
Van Coquilhatstad naar Ingende	200	200	200
Idem naar Abombimba	200	200	200
Van Bumba naar Mandungu	150	200	20
Van Irebu naar Libenge	500	35	35
Van Ingende naar Boende	200	35	35
Van Ingende naar Waka	200	35	35
Van Coquilhatstad naar Basankusu	200	35	35
Mandungu naar Gô	100	35	20
Bandundu-Chûtes François-Joseph	350	20	20
Bata naar Makoko	100	20	20
Lusanga naar Kikwik	50	20	20
Basongo naar Djoko-Punda	200	20	20
Bumbuli naar Kole	250	20	veranderlijk.
Waka naar Bombomba	150	20	»
La Loile vanaf Waka	200	20	20
Watsi Bole-Lokeri	200	20	20
Boende-Besoi	175	20	20
Boende Mondombe	175	20	20
Basankusu Simba	250	20	veranderlijk.
Basankusu-Bokaw	150	20	»
Idem Pusu	220	20	»
Idem Befori	300	20	»
Giri-Bonkula	200	20	»
Mobeka-Libanza	150	20	»
Gô naar Buta	110	20	»
Basoko naar Yambuya	120	20	»
Isangi-Bena-Kamba	350	20	»
Eibombo-Kasongo	150	20	20

Schepen van vijf ton en minder verzekeren het verkeer op ongeveer dertien kleine vaarwegen naar de rivierbronnen.

De hydrografische dienst, welke in 1915 werd heringericht, heeft de studiën over de navolgende afdeelingen beëindigd :

Banana-Matadi ;

Léopoldstad-Stanleystad ;

Kasaï-Sankuru ;

Aruwumi tot Yamboya.

Bij gebreke aan voldoende personeel, konden andere studiën niet worden ondernomen, doch de Regeering heeft besloten de studie voort te zetten van gansch het riviernet, ten einde zich nauwkeurig te kunnen vergewissen van de werken die noodig zijn om het bedrijf op de bevaarbare waterloopen te kunnen uitbreiden.

Hier volgt eene tabel welke de reeds voltrokken hydrographische studiën aangeeft.

* * *

Gedurende de oorlogsjaren werden de middelen tot exploitatie van de bestudeerde waterloopen zooveel mogelijk uitgebreid.

De Regeering heeft een wel bepaald programma, dat de vervoerkracht der riviervloot aanzienlijk zal vergrooten en de exploitatie bevorderen.

Kaarten door den nieuwen hydrographischen dienst uitgegeven
1915 tot 1918.

BENEDEN-CONGO

Volg- nummer	Aanduidingen	Schaal	Jaar
1	Reede van Boma (Shinkengue naar Monolithe)	1/3.000	1916
2	Monding der Krokodillen-rivier. — Ontwerp tot regeling van de Krokodillen-rivier	1/1.000	1916
3	Vaargeul van Fetish-Roock (van Kaap Fétishö-Roock naar Pointe Penfold)	1/3.000	1918
4	Reede van Ango-Ango (van Noqui naar den Hellenketel)	1/2.500	1918
5	De Congostroom (Prinseneiland naar Pointe Penfold tot de vlakten van Congo Yella)	1/10.000	1918
6	Overzichtstabel en diagrammen der zwellingen, getijden en stroomingen van den Beneden Stroom		
7	Reede van Banana		

BOVEN-CONGO

Volg- nummer	Aanduidingen	Schaal	Jaar
8	Verkenning Boven Stroom (Léopoldstad naar Stanley stad)	1/50.000	1916-1917
9	Verkenning Kasaï Sankuru (Basongo naar Pania-Mutombo)	1/25.000	1916

10	Verkenning Aruwimi (Basoko naar Yambuya .	1/50.000	1917
11	Verkenning Kasai (Kwamouth naar Bisongo) .	1/25.000	1916
12	Vaargeul der Steenen (stroomopwaarts van Dima)	1/5.000	1916
13	Reede van Kinshasa (Calina naar N'Dolo) tot de lage wateren 1916)	1/5.000	1916
14	Landingsplaatsen van Albertville — Tanganyka	1/5.000	1917
15	Reede van Kinshasa (Calina naar N'Dolo) naar de hoge wateren 1915-1916	1/5.000	1915-1916
16	Stroomingen vóór Kinshasa (hoge wateren 1915-1916).	1/5.000	1916
17	Stroomingen vóór Kinshasa (lage wateren 1916)	1/5.000	1916

Telegraaf- en telefoonlijnen.

Bestaande netten :

STEDELIJKE : Boma-Kinshasa-Elisabethstad.

De Regeering besloot ze te volledigen. De studiën zijn, sedert 1916, geëindigd. De uitvoering werd vertraagd door de Regeering zich het noodige materieel niet kon aanschaffen.

BUITEN DE STEDEN : Beneden-Congo, Midden-Congo en Evenaar.

	Km.
Banana-Boma-Matadi-Kinshasa-Leopoldstad, lengte	543
Boma-Tshela	137
Leopoldstad-Coquilhatstad	700

Oost-Provincie.

Stanleyville-Ponthierville	125
Kindu-Kongolo	355
Kabalo-Albertville	271
Kasongo-Uvira	400

In aanbouw :

Kilo-Moto	225
Kilo-Meer	120
Kilo-Irumu	60

Katanga :

Sakania-Elisabethville	255
Elisabethville-Bukama.	474

Geheel aantal buiten de steden bestaande netten. 3,666

Draadlooze telegraaf.

Er bestaat een volledig net dat de volgende statiën bevat :

Banana-kustpost ;

Boma - Kinshasa - Coquilhatstad - Basankusu - Umangi - Basoko - Stanleystad - Kindu - Kongolo - Albertstad - Kikondja - Elisabethstad - Lusambo en Kilo.

1° In ontwerp, een intercontinentale statie dat bestemd is om de Kolonie met het moederland te verbinden.

2° Versterking van de kracht der Posten van Boma, Coquilhatville en Elisabethville.

Landwegen.*Bestaande wegen.*

	Km.
1. Buta-Bambili, bediend door een auto, lengte	223
2. Elisabethstad-Kasenga	212
3. Tumba-Kitobolo, landbouwweg	17
4. Kilo-Albertmeer	120
5. Verschillende landbouwbaanvakken in Katanga, hebbende eene lengte van	45

Ontwerpen.

Weg Stanleystad-Albertmeer.

Het materiaal is ter plaatse. De studiën bleven steken bij gebrek aan personeel.

VRAAG S.

« Een lid zou uitlegging verlangen over het ontwerp Goldschmidt betreffende het vervoer te water. »

ANTWOORD.

Aan de Regeering werden twee vergunningsaanvragen van den heer Goldschmidt onderworpen :

1° De glijbooten ;

2° De tweeslachtige booten.

a) *De glijbooten.*

Het ontwerp werd aan het Gouvernement Generaal onderworpen, en dit heeft door een zeer gedocumenteerd verslag bewezen dat dit voorstel, in financieel opzicht, onmogelijk was, indien men rekening houdt, eenerzijds, met de te wagen uitgaven, anderzijds, met de in aanmerking te nemen vervoervereischten.

b) *De tweeslachtige booten.*

De quaestie werd aan den Ministerraad onderworpen.

Op 27 Juli 1917 heeft de heer Goldschmidt er van afgezien, wegens niet overeenstemming met zijn financieele groep, de onderhandelingen voort te zetten.

